

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2428

2 octobre 2013

SOMMAIRE

Airmon Lux 2	116544	Landessa S.A.	116535
Air Pub S.à r.l.	116500	Opava Development Hollerich S.A.	116544
Amtrust Re 2007 (Luxembourg)	116528	PEF MB Plaza Investment S.à r.l.	116501
AmTrust Re Kappa	116528	PEF Theta Investment S.à r.l.	116502
AmTrust Re Zeta	116528	PEF Whittington House Investment S.à r.l.	116503
Anoi Estates S.A.	116542	Pergam Properties	116498
Arllys	116503	Pergam Properties II C S.C.A.	116498
Beauregard Capital Sicav	116515	RCP 7 (Lux) S.à r.l.	116499
Belfry Limited Partner S.à r.l.	116504	Real Estate Funds Selection Global Ex Ca-	
B.F. Meat S.à r.l.	116504	nada S.à r.l.	116498
Chemicals Holdings S.à r.l.	116532	REComm Sàrl Berlin IS91 SCS	116499
ComStage ETF	116532	REComm Sàrl Mainz AKS SCS	116499
Consulting & Co. S.A.	116542	REComm Sàrl Mainz IFA3 SCS	116500
Embassair Finance	116498	REComm Sàrl Osnabrück N5 SCS	116505
ESCF Soparfi B S.à r.l.	116543	REIM EuroCore 1 S.C.A.	116501
Fast Rubber Technology S.A.	116543	Restaurant Paisible Abondant s.à r.l.	116500
GASFRAC Luxembourg Finance S.à r.l.	116544	River Oaks S.à r.l.	116500
GP Acquisition Holding S.à r.l.	116506	RME Holdings	116501
Growe S.A.	116507	Rom2 S.A.	116499
GTD Invest S.à r.l.	116507	Safima S.A.	116503
Hanover Square Properties S.à r.l.	116505	Sagra	116503
Helvetia Europe	116507	S.A. International Lacquers	116500
Hermes Equity S.A.	116505	Sarapi S.A.	116504
H.N.L. S.à r.l.	116505	Sarnia Cabinet Comptable et Immobilier	
Holesovice Residential Holdings S.A.	116508	s.à r.l.	116502
Horeca Keup Sarl	116508	Sarnia S.à r.l.	116502
Impex Lux Services S.à r.l.	116508	Sequel S.A.	116504
Indaz S.A.	116508	SFS Europe S.A.	116505
I Nigri Sàrl	116506	SGAM AI Optimum Fund	116506
International Acom Technics S.A.	116507	Simovia S.à r.l.	116503
Interstate Europe	116506	Sofitech	116498
Interstate Hotel Management System - In-		StyleWar S.A., société de gestion de patri-	
terstate Management Services	116508	moine familial	116504
INVESCO Paris CDG Airport Hotel Invest-		Swiss Life Funds (Lux)	116501
ments S.A.	116543	Topbabs S.à r.l.	116509
ITH Europe S.A.	116502		

Pergam Properties, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 148.016.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des associés de la société tenue extraordinairement en date du 29 juillet 2013

Cinquième résolution

L'assemblée générale accepte la démission de Madame Monika Kanczuga du poste de gérante et décide de pourvoir à son remplacement par la nomination de Madame Sophie Jilger, avec adresse professionnelle à 49/51 avenue George V à F-75008 Paris. Le mandat de Madame Sophie Jilger viendra à l'échéance lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle des associés qui se tiendra en 2017.

Pour extrait sincère et conforme

L'Agent domiciliataire

Référence de publication: 2013114994/16.

(130139277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Pergam Properties II C S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 171.192.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des associés de la société tenue extraordinairement en date du 8 juillet 2013 à 15.00 heures au siège social de la société

Quatrième résolution

L'assemblée générale accepte de la démission de Madame Sophie Jilger en sa qualité de membre du Conseil de Surveillance et nomme en son remplacement de Monsieur Brian Workman, réviseur d'entreprises, né le 30 septembre 1960 à Philadelphie, avec adresse professionnelle 49C Grand Rue L-8472 Eischen, pour une durée maximum de 6 ans, mandat venant à expiration de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de l'année 2019.

Pour extrait sincère et conforme

L'Agent domiciliataire

Référence de publication: 2013114998/16.

(130139813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Real Estate Funds Selection Global Ex Canada S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 160.684.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un Mandataire

Référence de publication: 2013115025/10.

(130138915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

**Sofitech, Société à responsabilité limitée,
(anc. Embassair Finance).**

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 106.304.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 8 août 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013115072/12.

(130139796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Rom2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 109.771.

Par décision du Conseil d'Administration du 30 juillet 2013, Sébastien BOMBENGER, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg a été coopté au Conseil d'Administration en remplacement de Monsieur Giuliano BIDOLI, démissionnaire. Son mandat s'achèvera avec ceux des autres Administrateurs à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2014.

Luxembourg, le 08.08.2013.

Pour: ROM2 S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013115030/16.

(130139312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

RCP 7 (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 124.017.

Les comptes annuels au 30 avril 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 août 2013.

Référence de publication: 2013115040/10.

(130139406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

REComm Sarl Berlin IS91 SCS, Société en Commandite simple.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 157.647.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 13 mai 2013, les associés ont décidé de renouveler le mandat de KPMG Luxembourg, zugelassener Wirtschaftsprüfer, avec siège social au 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013 et qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 août 2013.

Référence de publication: 2013115041/14.

(130138897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

REComm Sarl Mainz AKS SCS, Société en Commandite simple.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 158.854.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 13 mai 2013, les associés ont décidé de renouveler le mandat de KPMG Luxembourg, zugelassener Wirtschaftsprüfer, avec siège social au 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013 et qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 août 2013.

Référence de publication: 2013115042/14.

(130138896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Restaurant Paisible Abondant s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8365 Hagen, 16, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 138.003.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La société

Signature

Référence de publication: 2013115026/11.

(130139389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

REComm Sarl Mainz IFA3 SCS, Société en Commandite simple.**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 158.855.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 13 mai 2013, les associés ont décidé de renouveler le mandat de réviseur d'entreprises agréé de KPMG Luxembourg, avec siège social au 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013 et qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 août 2013.

Référence de publication: 2013115043/14.

(130138868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

River Oaks S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 118.510.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013115049/10.

(130139224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

S.A. International Lacquers, Société Anonyme.

Siège social: L-3225 Bettembourg, Z.I. Schéleck.

R.C.S. Luxembourg B 21.522.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013115054/10.

(130139824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Air Pub S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1110 Luxembourg, Aéroport de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 59.546.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013115278/9.

(130139954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

PEF MB Plaza Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 139.743.

Il résulte de résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société le 26 juin 2013 que:

- M. Ruediger SCHWARZ a démissionné de son poste de gérant de la Société avec effet au 28 juin 2013; et

- M. Benjamin HARTMEIER, né le 20 avril 1978 à Sulingen (Allemagne), ayant son adresse professionnelle au 15, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) a été nommé en qualité de gérant unique de la Société, avec effet au 28 juin 2013 pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 7 août 2013.

Référence de publication: 2013114990/15.

(130139272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

RME Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 142.717.

Extrait des résolutions adoptées par le conseil de gérance tenu en date du 26 juillet 2013:

1. la démission du gérant:

- Paulo Dias, ayant son adresse à Chemin de la Crota 21, CH-1295 Mies, Suisse, a été acceptée avec effet au 26 juillet 2013;

2. la nomination du gérant:

- Filippo Sarti, ayant son adresse à Route de Clementy 36, 1260 Nyon, Suisse a été acceptée avec effet au 26 juillet 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2013115050/16.

(130139508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Swiss Life Funds (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 69.186.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration tenu le 17 juin 2013

Démission de Messieurs Marcel FINKER et Jean-Pierre GRIMAUD en tant qu'administrateurs du conseil d'administration

Le conseil d'administration prend note de la démission de Messieurs Marcel FINKER et Jean-Pierre GRIMAUD en tant qu'administrateurs du conseil d'administration avec effet au 28 juin 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013115078/13.

(130139774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

REIM EuroCore 1 S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 118.089.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013115045/10.

(130139584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

PEF Theta Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 141.650.

Il résulte de résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société le 26 juin 2013 que:

- M. Ruediger SCHWARZ a démissionné de son poste de gérant de la Société avec effet au 28 juin 2013; et
- M. Benjamin HARTMEIER, né le 20 avril 1978 à Sulingen (Allemagne), ayant son adresse professionnelle au 15, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) a été nommé en qualité de gérant unique de la Société, avec effet au 28 juin 2013 pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 7 août 2013.

Référence de publication: 2013114992/15.

(130139269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Sarnia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8383 Koerich, 23, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 33.623.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La société

Signature

Référence de publication: 2013115085/11.

(130139409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Sarnia Cabinet Comptable et Immobilier s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8383 Koerich, 23, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 128.689.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La société

Signature

Référence de publication: 2013115084/11.

(130139387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

ITH Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 113.495.

Extrait des résolutions adoptées en date du 4 juillet 2013, lors de la réunion du Conseil d'Administration de la Société ITH EUROPE S.A.

- La démission de Mme Noeleen GOES-FARRELL de son mandat d'administrateur a été acceptée avec effet immédiat.
- Monsieur Alexandre TASKIRAN, expert-comptable, né à Karaman (Turquie) le 24 avril 1968, résidant professionnellement au 127 rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg a été coopté en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 4 juillet 2013 jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ITH EUROPE S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013115505/17.

(130140577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

PEF Whittington House Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 124.830.

Il résulte de résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société le 26 juin 2013 que:

- M. Ruediger SCHWARZ a démissionné de son poste de gérant de la Société avec effet au 28 juin 2013; et

- M. Benjamin HARTMEIER, né le 20 avril 1978 à Sulingen (Allemagne), ayant son adresse professionnelle au 15, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) a été nommé en qualité de gérant unique de la Société, avec effet au 28 juin 2013 pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 7 août 2013.

Référence de publication: 2013114993/15.

(130139271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Simovia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 132.684.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013115066/10.

(130138894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Sagra, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3370 Leudelange, 8, Z.I. Grasbusch.

R.C.S. Luxembourg B 151.841.

Les comptes annuels au 31.12.12 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013115080/10.

(130139117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Safima S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7323 Steinsel, 17, Montée Haute.

R.C.S. Luxembourg B 106.714.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013115079/10.

(130139629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Arlys, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 139.429.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013115287/9.

(130140380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

StyleWar S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 105.446.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 août 2013.

Pour: StyleWar S.A., société de gestion de patrimoine familial

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Aurélie Katola

Référence de publication: 2013115077/16.

(130138965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Sarapi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 132.911.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 8 août 2013.

Référence de publication: 2013115083/10.

(130139905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Sequel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 8, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 159.990.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 08/08/2013.

Référence de publication: 2013115090/10.

(130139761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

B.F. Meat S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 64.310.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013115295/9.

(130139951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Belfry Limited Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 109.559.

Les comptes annuels au 31 Juillet 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013115297/9.

(130140046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

REComm Sàrl Osnabrück N5 SCS, Société en Commandite simple.**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 158.820.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 13 mai 2013, les associés ont décidé de renouveler le mandat de réviseur d'entreprises agréé de KPMG Luxembourg, avec siège social au 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes dont l'exercice se clôture au 31 décembre 2013 et qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 août 2013.

Référence de publication: 2013115044/14.

(130139762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

SFS Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 40, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 128.505.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 août 2013.

Référence de publication: 2013115093/10.

(130139236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

H.N.L. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 123.946,76.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 38.888.

Les comptes annuels rectificatifs au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, en remplacement des comptes annuels au 31 décembre 2012, déposés au RCS Luxembourg le 26 juillet 2013, référence L130128309..

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013115466/11.

(130140227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Hanover Square Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 111.288.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013115471/10.

(130140590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Hermes Equity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 165.182.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013115470/9.

(130140409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

SGAM AI Optimum Fund, Société d'Investissement à Capital Variable (en liquidation).

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 100.351.

—
Veuillez noter la fusion de KPMG Advisory S.à.r.l. au sein de KPMG Luxembourg S.à r.l. qui agit en tant que liquidateur du fonds SGAM AI Optimum Fund (en liquidation) à compter du 3 octobre 2011.

Luxembourg, le 8 août 2013.

Zia Hossen

Associé de KPMG Luxembourg S.à r.l.

Le Liquidateur

Référence de publication: 2013115096/13.

(130139184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

GP Acquisition Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 1.185.999,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 155.945.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique en date du 17 juillet 2013 que la société suivante a été nommée réviseur d'entreprises agréé de la Société avec effet immédiat et jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui sera tenue en 2013.

- Ernst & Young S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 47771.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 9 août 2013.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Sennigerberg

Signature

Référence de publication: 2013115461/23.

(130140350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Interstate Europe, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 69, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 141.872.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013115486/9.

(130139992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

I Nigri Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4440 Soleuvre, 127, rue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 127.795.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013115477/9.

(130140024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Growe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 177.792.

EXTRAIT

Il y a lieu de lire que l'adresse de l'administrateur de catégorie A Monsieur Stefano Pelli est via Artore 3, 6500 Bellinzona (Suisse) et non pas via Artore 3, 6500 Arbedo (Suisse).

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013115464/11.

(130140582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

GTD Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 75.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 131.587.

Par le présent avis, la Société informe les tiers du changement suivant concernant son associé:

- Investindustrial III L.P., associé, a désormais pour siège social le 180-186 Brompton Road, 3rd floor, SW3 1HQ Londres, Grande-Bretagne;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Virginie Boussard

Gérant

Référence de publication: 2013115465/15.

(130140152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Helvetia Europe, Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 77.000.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 4 avril 2013.

HELVETIA EUROPE

Signature

Référence de publication: 2013115472/12.

(130140363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

International Acom Technics S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 34.655.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que j'ai démissionné avec effet au 02 août 2013 du poste d'administrateur de la société

INTERNATIONAL ACOM TECHNICS S.A.

siège social à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 34.655.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 août 2013.

Joël MARECHAL

Administrateur

Référence de publication: 2013115499/16.

(130140288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Holesovice Residential Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 105.831.

Lors de l'Assemblée Générale Annuelle tenue en date du 25 juillet 2013, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

- acceptation, avec effet au 15 mars 2013, de la démission de Jessie Da Silva Carvalho, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat d'administrateur A

- nomination, avec effet au 15 mars 2013, de Katherine Ang, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat d'administrateur A, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes au 31 décembre 2017 et qui se tiendra en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 août 2013.

Référence de publication: 2013115474/15.

(130140516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Horeca Keup Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 64, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 148.114.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 9 août 2013.

Référence de publication: 2013115475/10.

(130140268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Interstate Hotel Management System - Interstate Management Services, Société en nom collectif.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 69, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 141.882.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013115487/9.

(130139996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Impex Lux Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9710 Clervaux, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 106.873.

Les comptes annuels du 01/01/2012 au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013115479/10.

(130140482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Indaz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 176.964.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 08 août 2013.

Référence de publication: 2013115480/10.

(130140078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Topbabs S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 180.351.

—
STATUTES

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND THIRTEEN,
ON THE NINETEENTH DAY OF THE MONTH OF SEPTEMBER.

Before us Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Mr Rudolf Christian DE BACK, entrepreneur, born in Ekeren (Belgium) on January 25, 1971, residing in 24 Rose Square Fulham Road, SW3 6 RS London, United Kingdom.

represented by Mr Geert Jan Antoon DIRKX, director of companies, born on 10 October 1970 in Maaseik (Belgium) and professionally residing at 31 rue de Strasbourg, L-2561 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private on

The prenamed power of attorney given, signed «ne varietur» by the appearing person and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, in the capacity in which he acts, has requested the notary to state as follows the Articles of Association:

Art. 1. Name. There is hereby formed a limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of TOPBABS S.à r.l., («the Company»), governed by the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies («the Law»), as amended, as well as these Articles of Association («the Articles of Association»).

Art. 2. Registered office. The registered office is established in the City of Luxembourg and may be transferred within the same municipality by resolution taken by the Management. The registered office can be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by a shareholders' resolution amending the Articles of Association.

Art. 3. Object. The purpose of the Company is the development, acquisition and exploitation of every right linked to the intellectual property, such as patents, trademarks, designs, models and copyrights of software, being protected or not.

Furthermore, the Company may hold participations in Luxembourg and/or in foreign companies, as well as administrate, develop and manage such participations. The Company may provide any financial assistance by granting loans, guarantees or securities in any kind or form.

The Company may carry out real estate transactions as well as commercial, industrial and financial transactions that may be deemed useful or necessary in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited period of time. The death of one of more of its shareholders will not dissolve the Company.

Art. 5. Capital. The Company's corporate capital is fixed at TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (12,500.- EURO) divided into one thousand two hundred fifty (1,250) Class A Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) Class B Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) Class C Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) Class D Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) Class E Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) Class F Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) Class G Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) Class H Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) Class I Shares, one thousand two hundred fifty (1,250) Class J Shares, (together hereafter the "shares"), with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares of each class, as defined in the Articles of Incorporation, shall be identical, except to the extent otherwise provided by the law or by the Articles of Incorporation.

Art. 6. Shares. Each share entitles to one vote at the general meetings of shareholders. Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation of the Company and the resolutions of the general meeting of shareholders.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

The shares may be transferred freely amongst shareholders when the Company is composed of several shareholders. The shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Civil Code.

Art. 7. Redemption of shares. The Company shall have the power to redeem its own shares. Such redemption shall be carried out by a unanimous resolution of an extraordinary general meeting of the partner(s) representing the entirety of the subscribed capital of the Company.

The Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares, the Class D Shares, the Class E Shares, the Class F Shares, the Class G Shares, the Class H Shares, the Class I Shares, the Class J Shares are collectively referred to as the "Redeemable Shares" and individually as a "Redeemable Share".

The Redeemable Shares are redeemable at the option of the Company (with the Company serving a prior five (5) calendar days' notice to each holder of the Redeemable Shares to be redeemed, stating the number of Redeemable Shares to be redeemed, their redemption date and their Redemption Price (as defined below), in accordance with article 49-8 of the Law and in accordance with this article.

The redemption shall be decided by the board of the managers of the Company.

The Relevant Shares (as defined below) shall be the first available class of Redeemable Shares. The subsequent classes of Redeemable Shares shall become the Relevant Shares and shall be redeemed when the previous class of Redeemable Shares has been redeemed in full.

The Redeemable Shares shall be redeemed at their fair market value as established by the board of managers of the Company no later than five (5) calendar days prior to the date set for the redemption of the of the Redeemable Shares.

A redemption of the Redeemable Shares can only be made by using sums available for distribution in accordance with article 72-1 of the Law, and

all Redeemable Shares purchased or otherwise acquired by the Company may be cancelled with the effect that the issued number of Redeemable Shares and the share capital of the Company shall be reduced accordingly.

The Company may also redeem its shares in accordance with articles 49-2 et seq. of the Law.

In the event of a distribution of dividends, the shareholders shall be granted a right to receive by way of a dividend a preferred allocation representing 0,25% of the nominal value of the shares issued by the Company available for distribution, on a pro rata basis (the "Preferred Dividend Amount").

All remaining income available for distribution by the Company, if any, shall be distributable on a pro-rata basis to the holders of the "Relevant Shares". The first Relevant Shares shall be the Class J Shares.

In the event that there are no more Class J Shares outstanding in the Company, the Relevant Shares shall be the Class I Shares;

In the event that there are no more Class J Shares and Class I Shares outstanding in the Company, the Relevant Shares shall be the Class H Shares.

In the event that there are no more Class J Shares, Class I Shares and Class H Shares outstanding in the Company, the Relevant Shares shall be the Class G Shares.

In the event that there are no more Class J Shares, Class I Shares, Class H Shares and Class G Shares outstanding in the Company, the Relevant Shares shall be the Class F Shares.

In the event that there are no more Class J Shares, Class I Shares, Class H Shares, Class G Shares and Class F Shares outstanding in the Company, the Relevant Shares shall be the Class E Shares.

In the event that there are no more Class J Shares, Class I Shares, Class H Shares, Class G Shares, Class F Shares and Class E Shares outstanding in the Company, the Relevant Shares shall be the Class D Shares.

In the event that there are no more Class J Shares, Class I Shares, Class H Shares, Class G Shares, Class F Shares, Class E Shares and Class D Shares outstanding in the Company, the Relevant Shares shall be the Class C Shares.

In the event that there are no more Class J Shares, Class I Shares, Class H Shares, Class G Shares, Class F Shares, Class E Shares, Class D Shares and Class C Shares outstanding in the Company, the Relevant Shares shall be the Class B Shares.

In the event that there are no more Class J Shares, Class I Shares, Class H Shares, Class G Shares, Class F Shares, Class E Shares, Class D Shares, Class C Shares and Class B Shares outstanding in the Company, the Relevant Shares shall be the Class A Shares.

In the event of a distribution of dividends to the shareholders where the profits available for distribution as a dividend among the shareholders are insufficient to make the payment of the Preferential Dividend Amount in full to all shareholders, then such profits distributed by way of a dividend shall be distributed among the shareholders, rateably in proportion to the full amounts to which the shareholders would otherwise be respectively entitled.

The Company may proceed, and the Board of Managers is hereby authorised, to make distributions of interim dividends to the shareholders subject to the above priorities, in accordance with the Law.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by the Law, purchase its own shares provided that the Company first may only purchase the Relevant Shares at that time.

Art. 8. Increase and Reduction of capital. The share capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Incorporation.

Art. 9. Management. The Company will be managed by one or more managers («the Management»), without any obligation to be a shareholder, appointed for a limited or unlimited period of time. The Management is re-eligible and may be removed at any time by the shareholders under the conditions and within the limits provided the Law.

All matters not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles of Association are the competence of the Management.

The Company will be bound by the signature of its sole manager.

If there is more than one manager, the Company will be bound by the joint signature of two managers.

The Management can delegate the representation of the Company to one or more employees and also grant special powers to any person of its choice.

Art. 10. Accounting year. The Company's financial year shall begin on January 1 and shall end on December 31 of each year.

Art. 11. Reserve. The Management drafts the annual accounts as defined by the Law. From the annual net profits of the Company, five percent (5%) shall be allocated to the reserve required by the Law. This allocation shall cease to be required when the amount of the legal reserve shall have reached ten percent (10%) of the subscribed capital. The annual net profits shall be at the free disposal of the shareholders.

Art. 12 - Interim dividends. The sole manager or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the shareholders.

Art. 13. Liquidation. The Company may be liquidated at any time under the conditions and within the limits provided by the Law. The liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the general meeting of shareholders setting the powers and compensation of the liquidator(s).

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the day of the incorporation and shall end on December 31, 2013.

Subscription and Payment

The shares of the Company have been subscribed by:

Mr Rudolf Christian DE BACK, prenamed	1,250 Class A shares
Mr Rudolf Christian DE BACK, prenamed	1,250 Class B shares
Mr Rudolf Christian DE BACK, prenamed	1,250 Class C shares
Mr Rudolf Christian DE BACK, prenamed	1,250 Class D shares
Mr Rudolf Christian DE BACK, prenamed	1,250 Class E shares
Mr Rudolf Christian DE BACK, prenamed	1,250 Class F shares
Mr Rudolf Christian DE BACK, prenamed	1,250 Class G shares
Mr Rudolf Christian DE BACK, prenamed	1,250 Class H shares
Mr Rudolf Christian DE BACK, prenamed	1,250 Class I shares
Mr Rudolf Christian DE BACK, prenamed	1,250 Class J shares

All these shares have been entirely paid up by payments in cash, so that the sum of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Article 183 of the Law on Commercial Companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about three thousand four hundred EUR 1,100.-.

Sole Shareholder's resolutions

Here and now, the above-named person, representing the entire subscribed capital and considering himself as duly convoked, has proceeded to hold an extraordinary general meeting and, having stated that it was regularly constituted, he has passed the following resolutions:

1. Mr. Geert Jan Antoon DIRKX, prenamed, is appointed sole manager. His mandate is granted for an unlimited period.
2. The registered office will be fixed at 31, rue de Strasbourg in L-2561 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction du texte qui précède:

L'AN DEUX MIL TREIZE, LE DIX-NEUVIEME JOUR DU MOIS DE SEPTEMBRE.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Rudolf Christian DE BACK, entrepreneur, né à Ekeren (Belgium) le 25 janvier 1971, demeurant à 24 Rose Square Fulham Road, SW3 6 RS London, Royaume-Uni.

ici représenté par Monsieur Geert Jan Antoon DIRKX, administrateur de sociétés, né le 10 octobre 1970 à Maaseik (Belgique) résidant professionnellement à L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le

Laquelle procuration, paraphée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé par les comparants une société à responsabilité limitée sous la dénomination de TOPBABS S.à r.l. («la Société»), régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ultérieurement («la Loi») ainsi que par les statuts tels qu'établis par acte constitutif et tels que modifiés ultérieurement, le cas échéant («les Statuts»).

Art. 2. Siège social. Le siège social de la Société est établi à la ville de Luxembourg.

Il peut être transféré à toute autre adresse de la même municipalité par simple résolution de la Gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par l'assemblée générale statuant comme en matière de modification des statuts.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet le développement, l'acquisition et l'exploitation de tout droit de propriété intellectuelle, comme des brevets, des marques déposées, des dessins, des modèles et des droits d'auteur sur des logiciels, qu'ils soient ou non protégés.

En outre, la Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. Elle peut emprunter et accorder tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération qu'elle jugera utile à la réalisation et au développement de son objet social. L'énumération qui précède doit être interprétée de la façon la plus large.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée. Le décès ou la faillite d'un ou plusieurs associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 5. Capital. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500,- EUR), divisé en mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales de Classe A, mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales de Classe B, mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales de Classe C, mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales de Classe D, mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales de Classe E, mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales de Classe F, mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales de Classe G, mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales de Classe H, mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales de Classe I, mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales de Classe J (ensemble ci-après les "parts sociales") ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1.-) chacune, chaque part sociale étant entièrement libérée.

Les droits et les obligations attachés à chaque classe de parts sociales, telle que définie par les Statuts, devront être identiques, sauf disposition contraire prévue par la loi ou par les Statuts.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale confère un vote à l'assemblée générale des associés. La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions de l'assemblée générale des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun nommé ou non parmi eux.

Les parts sociales peuvent être cédées librement entre associés quand la Société a plusieurs associés. Les parts sociales peuvent être cédées à des non-associés seulement avec l'autorisation de l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 7. Rachat de Parts Sociales. La Société pourra procéder au rachat de ses propres parts sociales. Un tel rachat ne pourra être décidé que par une résolution unanime de l'assemblée générale extraordinaire des associés représentant la totalité du capital souscrit de la Société.

Les parts sociales de Classe A, les parts sociales de Classe B, les parts sociales de Classe C, les parts sociales de Classe D, les parts sociales de Classe E, les parts sociales de Classe F, les parts sociales de Classe G, les parts sociales de Classe H, les parts sociales de Classe I, les parts sociales de Classe J, collectivement désignées comme les «Parts sociales Rachetables» et individuellement comme la «Part sociale Rachetable».

Les Parts sociales Rachetables peuvent être rachetées au choix de la Société (La Société donnant au préalable un délai de cinq (5) jours calendaires de préavis à chaque détenteur des Parts sociales Rachetables à racheter, leur date de rachat et leur prix de rachat (comme défini ci-dessous)), conformément à l'article 49-8 de la loi et conformément au présent article:

Le rachat sera décidé par le conseil de gérance de la Société;

Les Parts sociales Concernées seront les premières à être rachetées. Les classes suivantes de Parts sociales Rachetables seront rachetées quand elles appartiendront à une classe spécifique de Parts sociales Rachetables précédentes d'une classe spécifique auront été rachetées entièrement;

Les Parts sociales Rachetables seront rachetées à leur juste valeur marchande comme établi par le conseil d'administration de la Société pas plus tard que cinq (5) jours calendaires avant la date fixée pour le rachat des Parts sociales Rachetables;

Le rachat des Parts sociales Rachetables peut seulement s'effectuer en employant des sommes disponibles pour une distribution conformément à l'article 72-1 de la loi; et

Toutes les Parts sociales Rachetables achetées ou bien acquises par la Société peuvent être annulées ce qui entraînera que le nombre de Parts sociales Rachetables publiées et le capital social de la Société seront réduits en conséquence.

La Société peut également racheter ses parts sociales conformément à l'article 49-2 et suivant de la loi.

En cas de distribution de dividendes, les actionnaires auront le droit de percevoir un dividende, de façon préférentielle représentant 0,25% de la valeur nominale des actionnes émises par la société (le Montant du Dividende Préférentiel).

Tous les revenus restants disponibles pour une distribution dans la Société, le cas échéant, seront attribuables au prorata aux détenteurs des «Parts sociales Concernées». Les premières Parts sociales Concernées seront les Parts sociales de Classe J,

Dans le cas où il n'y aura plus de Parts sociales de Classe J en circulation dans la Société, les Parts Sociales concernées sont les Parts sociales de Classe I,

Dans le cas où il n'y aura plus de Parts sociales de Classe J et de Classe I en circulation dans la Société, les Parts Sociales concernées sont les Parts sociales de Classe H,

Dans le cas où il n'y aura plus de Parts sociales de Classe J, de Classe I et de Classe H en circulation dans la Société, les Parts Sociales concernées sont les Parts sociales de Classe G,

Dans le cas où il n'y aura plus de Parts sociales de Classe J, de Classe I, de Classe H et de Classe G en circulation dans la Société, les Parts Sociales concernées sont les Parts sociales de Classe F,

Dans le cas où il n'y aura plus de Parts sociales de Classe J, de Classe I, de Classe H, de Classe G et de Classe F en circulation dans la Société, les Parts Sociales concernées sont les Parts sociales de Classe E,

Dans le cas où il n'y aura plus de Parts sociales de Classe J, de Classe I, de Classe H, de Classe G, de Classe F et de Classe E en circulation dans la Société, les Parts Sociales concernées sont les Parts sociales de Classe D,

Dans le cas où il n'y aura plus de Parts sociales de Classe J, de Classe I, de Classe H, de Classe G, de Classe F, de Classe E et de Classe D en circulation dans la Société, les Parts Sociales concernées sont les Parts sociales de Classe C,

Dans le cas où il n'y aura plus de Parts sociales de Classe J, de Classe I, de Classe H, de Classe G, de Classe F, de Classe E, de Classe D et de Classe C en circulation dans la Société, les Parts Sociales concernées sont les Parts sociales de Classe B,

Dans le cas où il n'y aura plus de Parts sociales de Classe J, de Classe I, de Classe H, de Classe G, de Classe F, de Classe E, de Classe D, de Classe C et de Classe B en circulation dans la Société, les Parts Sociales concernées sont les Parts sociales de Classe A,

Si en cas de distribution aux actionnaires, les bénéfices disponibles pour la distribution sous forme de dividende parmi les actionnaires sont insuffisants pour effectuer le paiement intégral du Montant du Dividende Préférentiel à tous les actionnaires, alors ces bénéfices seront distribués parmi les actionnaires, proportionnellement aux montants intégraux auxquels ils auraient respectivement eu droit.

La société peut procéder - et le conseil d'administration est par la présente autorisé à agir ainsi-, à la distribution d'acomptes sur dividendes aux actionnaires sous réserve des priorités ci-dessus, conformément à la Loi.

La société peut, dans la mesure et en vertu des conditions autorisées par Loi, acheter ses propres actions à condition que la société puisse seulement acheter d'abord les Actions Concernées à ce moment-là.

Art. 8. Augmentation et Réduction du Capital Social. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution des associés aux conditions de quorum et de majorités exigées par ces Statuts.

Art. 9. Gestion. La gestion de la Société appartient à un ou plusieurs gérants («la Gérance»), associé ou non, nommé par l'assemblée générale pour une durée illimitée ou limitée. Ils sont rééligibles et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale statuant en conformité avec les dispositions de la Loi.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale relèvent de la Gérance.

La Société est valablement engagée par la seule signature du gérant unique

Si la Gérance compte plus qu'un membre, la Société est valablement engagée par la signature conjointe de deux gérants.

La Gérance peut déléguer la représentation de la Société à un ou plusieurs employés ou conférer des mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes de son choix.

Art. 10. Exercice comptable. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 11. Réserve. La Gérance établit les comptes annuels tels que prévus par la Loi. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social. Le solde restant est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 12. Acompte sur dividende. Le gérant seul, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes à/aux associé(s) avant la fin de l'exercice comptable sur base d'un état comptable faisant apparaître que les fonds disponibles pour la distribution sont suffisants, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, lorsque applicable, le montant des résultats réalisés depuis la fin du dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles à cet effet, mais diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à allouer à une réserve en conformité avec la Loi ou les présents statuts et que (ii) tout montant ainsi distribué qui ne correspond pas à des bénéfices effectivement réalisés soit remboursé par l'(les) associé(s).

Art. 13. Liquidation. La Société peut être dissoute en observant les conditions requises par la Loi. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2013.

Souscription

Toutes les parts sociales ont été souscrites par:

M. Rudolf Christian DE BACK, prénommé	1,250 parts sociales de Classe A
M. Rudolf Christian DE BACK, prénommé	1,250 parts sociales de Classe B
M. Rudolf Christian DE BACK, prénommé	1,250 parts sociales de Classe C
M. Rudolf Christian DE BACK, prénommé	1,250 parts sociales de Classe D
M. Rudolf Christian DE BACK, prénommé	1,250 parts sociales de Classe E
M. Rudolf Christian DE BACK, prénommé	1,250 parts sociales de Classe F
M. Rudolf Christian DE BACK, prénommé	1,250 parts sociales de Classe G
M. Rudolf Christian DE BACK, prénommé	1,250 parts sociales de Classe H
M. Rudolf Christian DE BACK, prénommé	1,250 parts sociales de Classe I
M. Rudolf Christian DE BACK, prénommé	1,250 parts sociales de Classe J

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 183 de la Loi ont été entièrement accomplies.

116515

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ EUR 1.100,-.

Résolutions de l'associé unique

Et à l'instant le comparant pré-qualifié, représentant l'intégralité du capital social, s'est constitué en assemblée générale extraordinaire à laquelle il se reconnaît dûment convoqué, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, il a pris les résolutions suivantes:

1. Monsieur Geert Jan Antoon DIRKX, prénommé, est nommé gérant unique pour une durée indéterminée.
2. Le siège social de la Société est établi au 31, rue de Strasbourg, L-2561 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande de la partie comparante le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. DIRKX, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 23 septembre 2013. Relation: RED/2013/1528. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C,

Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 25 septembre 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013135747/352.

(130164617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2013.

Beauregard Capital Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 180.391.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the thirteenth day of September.

Before us, Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Jean-Evrard Alexandre Dominicé, born on 25 January 1973 in Geneva, Switzerland and resident at Flat 1, 25 Milner Street, UK - London SW3 2QD, represented by Me Julia Selyanskaya, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 28 August 2013.

The proxy given, signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

This appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a société anonyme which it intends to incorporate in Luxembourg:

ARTICLES OF INCORPORATION

1. Denomination, Duration, Corporate Object, Registered office

Art. 1. Denomination. There exists among the subscribers and all those who become owners of Shares hereafter issued, a corporation in the form of a société anonyme, qualifying as a société d'investissement à capital variable with multiple sub-funds under the name of "Beauregard Capital SICAV" (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period of time. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders (the "Shareholders") adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

Art. 3. Corporate object. The exclusive object of the Company is the collective investment of its assets in transferable securities, money market instruments and other permissible assets such as referred to in the Act of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended (the "Law"), with the purpose of offering various investment

opportunities, spreading investment risk and offering its Shareholders the benefit of the management of the Company's assets.

The Company may take any measures and carry on any operations deemed useful for the accomplishment and development of its object in the broadest sense within the framework of Part I of the Law.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Senningerberg, in the Grand Duchy of Luxembourg. If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors (hereafter collegially referred to as the "Board of Directors" or the "Directors" or individually referred to as a "Director") may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg. Wholly owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

2. Share capital, Variations of the Share capital, Characteristics of the shares

Art. 5. Share capital. The share capital of the Company shall be at any time equal to the total net assets of the Company, as defined in Article 11. The minimum capital of the Company shall not be less than the amount prescribed by the Law.

For consolidation purposes, the reference currency of the Company is the United States Dollar (US Dollar).

Art. 6. Variations in share capital. The share capital may also be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully paid-up shares (each a "Share") or the repurchase by the Company of existing Shares from its Shareholders.

Art. 7. Sub-Funds. The Board of Directors is authorised without limitation to issue fully paid Shares at any time in accordance with Article 12 hereof without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued.

Shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different sub-funds corresponding to separate portfolios of assets (each a "Sub-Fund") (which may, as the Board of Directors shall determine, be denominated in different currencies) and the proceeds of the issue of the Shares of each Sub-Fund shall be invested pursuant to Article 3 hereof in transferable securities, money market instruments or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities and other permitted assets, as the Board of Directors shall from time to time determine.

Each Sub-Fund is deemed to be a compartment within the meaning of the Law (in particular article 181 of the Law).

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in US Dollar, be converted into US Dollar.

Art. 8. Classes of Shares. The Board of Directors may decide, at any time, to create within each Sub-Fund different classes of Shares (each a "Class") which may differ, inter alia, in their charging structure, the minimum investment requirements, the management fees or type of target investors, or correspond to a specific hedging or distribution policy, such as giving right to regular dividend payments ("Distribution Shares") or giving no right to distributions ("Capitalisation Shares"). Fractions of Shares may be issued under the conditions as set out in the Company's sales documents.

When the context so requires, references in these Articles of Incorporation to Sub-Fund(s) shall mean references to Class(es) of Shares and vice-versa.

Art. 9. Form of the Shares. The Company may issue Shares of each Sub-Fund and of each Class of Shares in registered form only.

Ownership of Shares is evidenced by entry in the register of Shareholders of the Company and is represented by confirmation of ownership. The Company will not issue share certificates.

All issued Shares of the Company shall be inscribed in the register of Shareholders shall be kept at the registered office of the Company. Such Share register shall set forth the name of each Shareholder, his residence or elected domicile, the number of Shares held by him, the Class of Share, the amounts paid for each such Share, the transfer of Shares and the dates of such transfers. The Share register is conclusive evidence of ownership.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the subscription price, under the conditions disclosed in the sales documents of the Company. The subscriber will, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the Shares purchased by him.

The transfer of a Share shall be effected by a written declaration of transfer inscribed on the register of Shareholders, such declaration of transfer, in a form acceptable to the Company, to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

Any Shareholder has to indicate to the Company an address to be maintained in the Share register. All notices and announcements of the Company given to Shareholders shall be validly made at such address. Any Shareholder may, at any moment, request in writing amendments to his address as maintained in the Share register. The Shareholder shall be responsible for ensuring that its details, including its address, for the register of Shareholders are kept up to date and shall bear any and all responsibility should any details be incorrect or invalid.

The Company will recognise only one holder in respect of each Share in the Company. In the event of joint ownership, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant Share or Shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

If a conversion or a payment made by any subscriber results in the issue of a Share fraction, such fraction shall be entered into the register of Shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend.

Art. 10. Limitation to the ownership of Shares. The Board of Directors shall have power to impose or relax such restrictions on any Sub-Fund or Class of Shares as it may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company or no Shares of any Sub-Fund in the Company are acquired or held by

(a) any person in breach of any laws or regulations of any country or governmental or regulatory authority if the Company, any Shareholder or any other person (all as determined by the Directors) would suffer any pecuniary or other disadvantage as a result of such breach) or (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company incurring any liability to taxation (including inter alia any liability that might derive from the Foreign Account Tax Compliance Act ("FATCA") or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered, including a requirement to register under any securities or investment or other laws or requirements of any country or authority.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any "U.S. person", (as defined hereafter) and any person, firm or corporate body targeted by FATCA.

For such purposes, the Company may, at its discretion and without liability:

a) decline to issue any Share and to register any transfer of a Share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in such Share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding Shares in the Company; and/or

b) at any time require any person whose name is entered in the register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests in a person who is precluded from holding Shares in the Company; and/or

c) where it appears to the Company that any person, who is precluded pursuant to this Article from holding Shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of Shares compulsorily purchase from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder.

In such cases enumerated under (a) to (c) above, the Company may compulsorily redeem from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter referred to as the "Redemption Notice") upon the Shareholder subject to compulsory repurchase; the Redemption Notice shall specify the Shares to be repurchased as aforesaid, the Redemption Price (as defined here below) to be paid for such Shares and the place at which this price is payable. Any such notice may be served upon such Shareholder by registered mail, addressed to such Shareholder at his last known address or at his address as indicated in the Share register. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in the redemption notice,

2) The price at which the Shares specified in any Redemption Notice shall be purchased (hereinafter referred to as the "Redemption Price") shall be an amount based on the Net Asset Value per Share of the Class and the Sub-Fund to which the Shares belong, determined in accordance with Article 11 hereof, as at the date of the Redemption Notice,

3) Subject to all applicable laws and regulations, payment of the Redemption Price will be made to the owner of such Shares in the currency in which the Shares are denominated or in certain other currencies as may be determined from time to time by the Board of Directors, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such owner,

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article 10 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

The Company may also, at its discretion and without liability, decline to accept the vote of any person who is precluded pursuant to this Article from holding Shares in the Company at any meeting of Shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall include a national or resident of the United States of America or any of its states, territories, possessions or areas subject to its jurisdiction (the "United States") and any partnership, corporation or other entity organised or created under the laws of the United States or any political subdivision thereof. The Directors may clarify the term U.S. person in the Company's sales documents.

In addition to the foregoing, the Board of Directors may restrict the issue and transfer of Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund to institutional investors within the meaning of the Article 174 of the Law ("Institutional Investor(s)"). The Board of Directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund reserved for Institutional Investors until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Institutional Investor. If it appears at any time that a holder of Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund reserved to Institutional Investors is not an Institutional Investor, the Board of Directors will convert the relevant Shares into Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund which is not restricted to Institutional Investors (provided that there exists such a Class of Shares or of a Sub-Fund with similar characteristics) or compulsorily redeem the relevant Shares in accordance with the provisions set forth above in this Article. The Board of Directors will refuse to give effect to any transfer of Shares and consequently refuse for any transfer of Shares to be entered into the register of Shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund to Institutional Investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor. In addition to any liability under applicable law, (i) each Shareholder who is precluded from holding Shares in the Company who holds Shares of the Company or (ii) each Shareholder who does not qualify as an Institutional Investor who holds Shares in a Class of Shares or of a Sub-Fund restricted to Institutional Investors or, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board of Directors, the other Shareholders of the relevant Class of Shares or of a Sub-Fund and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Institutional Investor or has failed to notify the Company of its change of such status.

3. Net asset value, Issue and Repurchase of shares, Suspension of the calculation of the net asset value

Art. 11. Net Asset Value. The Net Asset Value per Share of each Class of Shares in each Sub-Fund of the Company shall be determined periodically by the Company, but in any case not less than twice a month or, subject to regulatory approval, no less than once a month, as the Board of Directors may determine (every such day for determination of the Net Asset Value being referred to herein as the "Valuation Day") on the basis of prices whose references are specified in the Company's sales documents.

The Net Asset Value per Share is expressed in the reference currency of each Sub-Fund/Class and, for each Class of Shares for all Sub-Funds, is determined by dividing the value of the total assets (including accrued income) of each Sub-Fund properly allocable to such Class of Shares less the total liabilities of such Sub-Fund properly allocable to such Class of Shares by the total number of Shares of such Class outstanding on any Valuation Day. The Board of Directors may also apply dilution adjustments, swing pricing techniques as disclosed in the Company's sales document.

If since the close of business, there has been a material change in the quotations on the markets on which a substantial portion of the investments attributable to a particular Sub-Fund are dealt or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of Shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

The valuation of the Net Asset Value per Share of the different Classes of Shares shall be made in the following manner:

A) The assets of the Company shall be deemed to include:

- (1) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;
- (2) all bills and demand notes and accounts due (including the price of securities sold but not collected);
- (3) all securities, shares, bonds, units/shares in undertakings for collective investment, debentures, options or subscription rights and any other investments and securities belonging to the Company;
- (4) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind; the Company may however adjust the valuation to check fluctuations of the market value of securities due to trading practices such a trading ex dividend or ex rights;
- (5) all accrued interest on securities held by the Company except to the extent such interest is comprised in the principal thereof;
- (6) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Company;
- (7) all other permitted assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

i) shares or units in open-ended undertakings for collective investment, which do not have a price quotation on a regulated market, will be valued at the actual net asset value for such shares or units as of the relevant Valuation Day, failing which they shall be valued at the last available net asset value which is calculated prior to such Valuation Day. In the case where events have occurred which have resulted in a material change in the net asset value of such shares or units since the last net asset value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted at their fair value in order to reflect, in the reasonable opinion of the Board of Directors, such change;

ii) the value of securities (including a share or unit in a closed-ended undertaking for collective investment and in an exchange traded fund) and/or financial derivative instruments which are listed and with a price quoted on any official stock exchange or traded on any other organised market at the closing price. Where such securities or other assets are quoted

or dealt in or on more than one stock exchange or other organised markets, the Board of Directors shall select the principal of such stock exchanges or markets for such purposes;

iii) shares or units in undertakings for collective investment the issue or redemption of which is restricted and in respect of which a secondary market is maintained by dealers who, as principal market-makers, offer prices in response to market conditions may be valued by the Board of Directors in line with such prices;

iv) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Board of Directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

v) the financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other organised market will be valued in a reliable and verifiable manner on a daily basis and verified by a competent professional appointed by the Company;

vi) swap contracts will be valued according to generally accepted valuation rules that can be verified by auditors. Asset based swap contracts will be valued by reference to the market value of the underlying assets. Cash flow based swap contracts will be valued by reference to the net present value of the underlying future cash flows;

vii) the value of any security or other asset which is dealt principally on a market made among professional dealers and institutional investors shall be determined by reference to the last available price;

viii) any assets or liabilities in currencies other than the relevant currency of the concerned Sub-Fund will be converted using the relevant spot rate quoted by a bank or other responsible financial institution;

ix) in the event that any of the securities held in the Company portfolio on the relevant day are not listed on any stock exchange or traded on any organised market or if with respect to securities listed on any stock exchange or traded on any other organised market, the price as determined pursuant to sub-paragraph (ii) is not, in the opinion of the Board of Directors, representative of the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be determined prudently and in good faith based on the reasonably foreseeable sales price or any other appropriate valuation principles;

x) in the event that the above mentioned calculation methods are inappropriate or misleading, the Board of Directors may adopt to the extent such valuation principles are in the best interests of the Shareholders any other appropriate valuation principles for the assets of the Company; and

xi) in circumstances where the interests of the Company or its Shareholders so justify (avoidance of market timing practices, for example), the Board of Directors may take any appropriate measures, such as applying a fair value pricing methodology to adjust the value of the Company's assets.

If after the Net Asset Value per Share has been calculated, there has been a material change in the quoted prices on the markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to a particular Sub-Fund is dealt or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation. In the case of such a second valuation, all issues, conversions or redemptions of Shares dealt with by the Sub-Fund for such a Valuation Day must be made in accordance with this second valuation.

B) The liabilities of the Company shall be deemed to include:

(1) all loans, bills and accounts payable;

(2) all accrued or payable administrative expenses (including but not limited to management fee, depositary fee and corporate agents' insurance premiums fee and any other fees payable to representatives and agents of the Company, as well as the costs of incorporation and registration, legal publications and sales documents printing, financial reports and other documents made available to Shareholders, marketing and advertisement costs as well as costs incurred in relation to structures which may be required by law or regulations in the jurisdictions in which the Shares are marketed);

(3) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the date of valuation falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

(4) an appropriate provision for future taxes based on capital and income as at the date of the valuation and any other reserves, authorised and approved by the Board of Directors; and

(5) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities related to Shares in the relevant Class toward third parties. In determining the amount of such liabilities the Company may take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C) The Directors shall establish a pool of assets for each Sub-Fund in the following manner:

(1) the proceeds from the allotment and issue of each Class of Shares of such Sub-Fund shall be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article;

(2) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool as the assets from which it was derived and on each re-evaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

(3) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

(4) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated to all the pools pro rata to the Net Asset Values of each pool; provided that all liabilities, attributable to a pool shall be binding on that pool; and

(5) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any Class of Shares, the Net Asset Value of such Class of Shares shall be reduced by the amount of such dividends.

D) For the purpose of valuation under this Article:

(1) Shares of the Company to be redeemed under Article 12 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Directors on the Valuation Day on which such valuation is made, and, from such time and until paid, the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(2) Shares of the Company in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Day on which they have been allotted and the price therefore, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company;

(3) all investments, cash balances and other assets of any Sub-Fund expressed in currencies other than the currency of denomination in which the Net Asset Value per Share of the relevant Sub-Fund is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund;

(4) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable; and

(5) the valuation referred to above shall reflect that the Company is charged with all expenses and fees in relation to the performance under contract or otherwise by agents for management company services (if appointed), asset management, custodial, domiciliary, registrar and transfer agency, audit, legal and other professional services and with the expenses of financial reporting, notices and dividend payments to Shareholders and all other customary administration services and fiscal charges, if any.

E) The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for one or more Sub-Fund(s) (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is applicable with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool ("Enlarged Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Directors may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. They may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

The assets of the Enlarged Asset Pool to which each Participating Fund shall be entitled, shall be determined by reference to the allocations and withdrawals made on behalf of the other Participating Funds.

Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time or receipt.

Art. 12. Issue, Redemption and Conversion of Shares. The Board of Directors is authorised to issue further fully paid-up Shares of each Class and of each Sub-Fund at any time at a price based on the Net Asset Value per Share for each Class of Shares and for each Sub-Fund determined in accordance with Article 11 hereof, as of such Valuation Day as is determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine. Such price may be increased by applicable charges, as approved from time to time by the Board of Directors and described in the Company's sales document not exceeding 10 business days after the relevant Valuation Day. Such price may be rounded upwards or downwards as the Board of Directors may resolve. During any initial offer period to be determined by the Board of Directors and disclosed to investors, the issue price may also be based on an initial subscription price, increased by any dilution levy and/or applicable charges (if any).

The Board of Directors may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and of receiving payment for such new Shares.

All new Share subscriptions shall, under pain of nullity, be entirely paid-up, and the Shares issued carry the same rights as those Shares in existence on the date of the issuance. The subscription price shall be paid within a period as determined by the Board of Directors and specified in the Company's sales documents.

The Company may reject any subscription in whole or in part, and the Directors may, at any time and from time to time and in their absolute discretion without liability and without notice, discontinue the issue and sale of Shares of any Class in any one or more Sub-Funds.

The subscription price (not including the sales commission or any other charges) may, upon approval of the Board of Directors, and subject to all applicable laws and regulations, namely with respect to a special audit report confirming the value of any assets contributed in kind (if legally required), be paid by contributing to the Company assets acceptable to the Board of Directors consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company. The costs for

such subscription in kind, in particular the costs of the special audit report, will be borne by the shareholder requesting the subscription in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board of Directors considers that the subscription in kind is in the interests of the Company or made to protect the interests of the Company, in which case such costs may be borne in all or in part by the Company.

Any Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company provided that:

(i) the Company may determine the notice period required for lodging redemption requests. Applicable notice periods (if any) will be disclosed in the sales documents of the Company;

(ii) in the case of a request for redemption of part of his Shares, the Company may, if compliance with such request would result in a holding of Shares of any one Class or in any one Sub-Fund with an aggregate Net Asset Value of less than such amount or number of Shares as the Board of Directors may determine from time to time and as described in the sales documents, redeem all the remaining Shares held by such Shareholder;

(iii) the Company may limit the total number of Shares of any Sub-Fund which may be redeemed (including conversions) on a Valuation Day to a certain percentage as disclosed in the Company's sales documents of the Net Asset Value of such Sub-Fund on a Valuation Day. Redemption or conversion requests exceeding the threshold determined by the Board of Directors may be deferred as disclosed in the sales documents of the Company. Deferred redemption or conversion requests will be dealt in priority to later requests. Unless otherwise provided for herein, in case of deferral of redemption the relevant Shares shall be redeemed at a price based on the Net Asset Value per Share prevailing at the date on which the redemption is effected, less any redemption charge in respect thereof and/or less any applicable dilution levy and/or less any contingent deferred charge and/or less any other charge as foreseen by the sales documents of the Company.

The redemption proceeds shall be paid within the timeframe provided for in the sales documents of the Company and shall be based on the price for the relevant Class of Shares of the relevant Sub-Fund as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less any redemption charge in respect thereof and/or less any applicable dilution levy and/or less any contingent deferred charge and/or less any other charge as foreseen by the sales documents of the Company.

If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of the Class of Shares of a given Sub-Fund being redeemed is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest.

Payment of redemption proceeds may be delayed if there are any specific statutory provisions such as foreign exchange restrictions, or any circumstances beyond the Company's control which make it impossible to transfer the redemption proceeds to the country where the redemption was requested.

With the consent of or upon request of the Shareholder(s) concerned, the Board of Directors may satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming Shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the Shares to be redeemed as described in the Company's sales documents. Such redemption will, if required by law or regulation, be subject to a special audit report by the approved statutory auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board of Directors will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed Shares. The costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will be borne by the Shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board of Directors considers that the redemption in kind is in the interests of the Company or made to protect the interests of the Company, in which case such costs may be borne in all or in part by the Company. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of Shares in the relevant Sub-Fund.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Unless otherwise provided for in the sales documents of the Company, any Shareholder is entitled to request the conversion of whole or part of his Shares, provided that the Board of Directors may, in the Company's sales documents:

a) set terms and conditions as to the right and frequency of conversion of Shares between Sub-Funds or between Classes of Shares; and

b) subject conversions to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

If as a result of any request for conversion, the aggregate Net Asset Value per Share of the Shares held by a Shareholder in any Class of Shares would fall below such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class, as stated in the sales documents.

Such a conversion shall be effected on the basis of the Net Asset Value of the relevant Shares of the different Sub-Funds or Classes of Shares, determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof. The relevant number of Shares may be rounded up or down to a certain number of decimal places as determined by the Board of Directors and described in the sales documents.

Subscription, redemption and conversion requests shall be revocable under the conditions determined by the Board of Directors and disclosed (if any) in the sales documents of the Company as well as in the event of suspension of the Net Asset Value Calculation, as further detailed in Article 13 of these Articles of Incorporation.

Art. 13. Suspension of the calculation of the Net Asset Value and of the issue, the redemption and the conversion of Shares. The Company may suspend the calculation of the Net Asset Value of one or more Sub-Funds and the issue, redemption and conversion of any Classes of Shares in the following circumstances:

- a) during any period when any market or stock exchange, which is the principal market or stock exchange on which a material part of the investments of the relevant Sub-Fund for the time being are quoted, is closed, or during which dealings are substantially restricted or suspended;
- b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal of investments of the relevant Sub-Fund by the Company is not possible;
- c) during any period when the publication of an index, underlying of a financial derivative instrument representing a material part of the assets of the relevant Sub-Fund is suspended;
- d) during any period when the determination of the net asset value per share of the underlying fund of funds or the dealing of their shares/units in which a Sub-Fund is a materially invested is suspended or restricted;
- e) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the relevant Sub-Fund's investments or the current prices on any market or stock exchange;
- f) during any period when remittance of monies which will or may be involved in the realisation of, or in the repayment for any of the relevant Sub-Fund's investments is not possible;
- g) from the date on which the Board of Directors decides to liquidate or merge one or more Sub-Fund(s) or Class or in the event of the publication of the convening notice to a general meeting of Shareholders at which a resolution to wind up or merge the Company or one or more Sub-Fund(s) or Class is to be proposed; or
- h) during any period when in the opinion of the Directors of the Company there exist circumstances outside the control of the Company where it would be impracticable or unfair towards the Shareholders to continue dealing in Shares of any Sub-Fund of the Company.

The Company may cease the issue, allocation, conversion and redemption of the Shares forthwith upon the occurrence of an event causing it to enter into liquidation or upon the order of the Luxembourg supervisory authority.

The suspension of the calculation of the Net Asset Value of a Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share, the issue, redemption and conversion of Shares of any other Sub-Fund which is not suspended.

To the extent legally or regulatory required or decided by the Company, Shareholders who have requested conversion or redemption of their Shares will be promptly notified in writing of any such suspension and of the termination thereof. The Board of Directors may also make public such suspension in such a manner as it deems appropriate.

Suspended subscription, redemption and conversion applications may be withdrawn by written notice provided that the Company receives such notice before the suspension ends.

Suspended subscription, redemption and conversion applications shall be executed on the first Valuation Day following the resumption of Net Asset Value calculation by the Company.

4. General shareholders' meetings

Art. 14. General provisions. Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all Shareholders of the Company regardless of the Class of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 15. Annual general Shareholders' meeting. The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company or such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting, on the second Wednesday of April at 10:00 a.m.. (Luxembourg time). If such day is not a bank business day in Luxembourg, then the annual general meeting shall be held on the next following bank business day.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of Shareholders may be held at another date, time or place than those set forth in the preceding paragraph, which date, time and place are to be decided by the Board of Directors.

Other meetings of Shareholders or of holders of Shares of any specific Sub-Fund or Class may, where required or appropriate, be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 16. General meetings of Shareholders of Classes of Shares. The Shareholders of any Sub-Fund or any Class of Shares may hold or be convened to, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund or Class of Shares.

Two or more Classes of Shares or Sub-Funds may be treated as a single Class or Sub-Fund if such Sub-Funds or Classes would be affected in the same way by the proposals requiring the approval of holders of Shares relating to the separate Sub-Funds or Classes.

Art. 17. Shareholders' meetings. The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of Shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each whole Share, regardless of the Class and of the Sub-Fund to which it belongs, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles of Incorporation. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex, telefax message, facsimile or any other electronic means capable of evidencing such proxy. Fractions of Shares are not entitled to a vote.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to Shares in respect of which the Shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

If and to the extent permitted by the Board of Directors for a specific meeting of Shareholders, each Shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least (i) the name, address or registered office of the relevant Shareholder, (ii) the total number of Shares held by the relevant Shareholder and, if applicable, the number of Shares of each Class held by the relevant Shareholder, (iii) the place, date and time of the general meeting, (iv) the agenda of the general meeting, (v) the proposal submitted for decision of the general meeting, as well as (vi) for each proposal three boxes allowing the Shareholder to vote in favour, against or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box. Voting forms, which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention shall be void. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting of Shareholders to which they relate.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

Where there is more than one Class of Shares or Sub-Fund and the resolution of the general meeting is such as to change the respective rights thereof, such resolution must, in order to be valid, be approved separately by Shareholders of such Class of Shares or Sub-Fund in accordance with the quorum and majority requirements provided for by this Article.

Art. 18. Notice to the general Shareholders' meetings. Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors or upon the written request of Shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Company. To the extent required by law, the notice shall be published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the Board of Directors may decide.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of Shareholders may provide that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the Shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a Shareholder to participate at a general meeting of Shareholders and to exercise the voting right attached to his Shares will be determined by reference to the Shares held by this Shareholder as at the Record Date.

5. Management of the company

Art. 19. Board of Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members who need not to be Shareholders of the Company.

Art. 20. Duration of the appointment of the Directors, renewal of the Board of Directors. The Directors shall be elected by a general meeting of Shareholders for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced or an additional director appointed at any time by resolution adopted by the general meeting of Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a new Director to fill such vacancy on a provisional basis until the next general meeting of Shareholders.

Art. 21. Committee of the Board of Directors. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders.

Art. 22. Meetings and deliberations of the Board of Directors. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of Shareholders and the Board of Directors, but in his absence the Shareholders or the Board of Directors may appoint another Director by a majority vote to preside at such meetings. For general meetings of Shareholders and in the case no Director is present, any other person may be appointed as chairman.

The Board of Directors from time to time may appoint officers of the Company, including a general manager, any assistant managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be Directors or Shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission or any other electronic means capable of evidencing such waiver of each Director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meetings of the Board of Directors by appointing in writing another Director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, facsimile transmission or any other electronic means capable of evidencing such vote.

Any Director may attend a meeting of the Board of Directors using teleconference means, provided that (i) the Director attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission is performed on an on-going basis and (iv) the Directors can properly deliberate. The participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at the meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

The Directors may only act duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual signature, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least half of the Directors are present or represented at a meeting of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. The chairman shall have a casting vote.

Resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, cables, telegrams, telexes, facsimile transmission and other means capable of evidencing such consent.

The Board of Directors may delegate, under its responsibility and supervision, its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to natural persons or corporate entities which need not be members of the Board of Directors.

Art. 23. Minutes. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman, or in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 24. Engagement of the Company vis-à-vis third persons. The Company shall be engaged by the signature of two members of the Board of Directors or by the individual signature of any duly authorised officer of the Company or by the individual signature of any other person to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 25. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors determines the general orientation of the management and of the investment policy, as well as the guidelines to be followed in the management of the Company, always in compliance with the principle of risk diversification. When any investment policies are determined and implemented, the Board of Directors shall ensure compliance with the following provisions:

The Board of Directors may decide that investment of the Company be made (i) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Law, (ii) in transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a Member State (as defined by the Law) which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iii) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in Europe, Asia, Oceania (including Australia), the American continents and Africa, or dealt in on another market in the countries referred to above, provided that such market is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iv) in recently issued transferable securities, and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of issue, as well as (v) in any other transferable securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the sales documents of the Company.

The Board of Directors may decide to invest up to one hundred per cent of the total net assets of each Sub-Fund of the Company in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any Member State of the European Union, its local authorities, a non-Member State of the European Union, as acceptable by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Company (including but not limited to any member state of the Organisation for Economic Cooperation and Development ("OECD") Singapore, or any member state of the G20), or public international bodies of which one or more of Member States of the European Union are members, provided that in the cases where the Company decides to make use of this provision it must hold, on behalf of the Sub-Fund concerned, securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent of such Sub-Fund's total net assets.

The Board of Directors may decide that investments of the Company be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law and / or over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by Article 41 (1) of the Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives as disclosed in its sales documents.

The Board of Directors may decide that investments of a Sub-Fund to be made with the aim to replicate a certain index provided that the relevant index is recognised by the Luxembourg supervisory authority on the basis that it is sufficiently diversified, represents an adequate benchmark for the market to which it refers and is published in an appropriate manner.

Investments of the Company may be made either directly or indirectly through wholly owned subsidiaries. When investments of the Company are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on its behalf, carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of units at the request of Shareholders, Article 48 paragraphs (1) and (2) of the Law do not apply. Any reference in these Articles to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

The Company will not invest more than 10% of the net assets of any Sub-Fund in undertakings for collective investment as defined in Article 41 (1) e) of the Law unless specifically foreseen in the sales documents of the Company for a Sub-Fund.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, any Sub-Fund may, to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents, invest in one or more Sub-Funds. The relevant legal provisions on the computation of the Net Asset Value will be applied accordingly. In such case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to the Shares held by a Sub-Fund in another Sub-Fund are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned. In addition and for as long as these Shares are held by a Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum capital required by the Law.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board of Directors may, at any time it deems appropriate and to the largest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, (i) create any Sub-Fund qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS, (ii) convert any existing Sub-Fund into a feeder UCITS Sub-Fund or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS Sub-Funds.

The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for two or more Sub-Funds on a pooled basis, as described in Article 11, where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so.

In order to reduce operational and administrative charges while allowing a wider diversification of the investments, the Board of Directors may decide that part or all of the assets of the Company will be co-managed with assets belonging to other collective investment schemes or that part will be co-managed among themselves.

Art. 26. Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a Director, associate, officer or employee of any such other company or firm.

Any Director or officer of the Company who serves as a Director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason his connection and/or relationship with that other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to any such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, that Director or officer shall make such a conflict known to the Board of Directors and shall not consider or vote on any such transaction, and any such transaction shall be reported to the next meeting of Shareholders.

The preceding paragraph does not apply where the decision of the Board of Directors or by the single Director relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used above, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any entity promoting the Company or any subsidiary thereof, or any other company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors at its discretion, provided that this personal interest is not considered as a conflicting interest according to applicable laws and regulations.

Art. 27. Indemnification of the Directors. The Company shall indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonable incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding

to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

6. Auditor

Art. 28. Auditor. The general meeting of Shareholders shall appoint an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by the Law and serve until its successor is elected.

7. Annual accounts

Art. 29. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on 1 January in each year and shall end on 31 December of the same year.

The accounts of the Company shall be expressed in US Dollars or to the extent permitted by laws and regulations such other currency, as the Board of Directors may determine. Where there shall be different Sub-Funds as provided for in Article 7 hereof, and if the accounts within such Sub-Funds are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into US Dollars and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company.

Art. 30. Distribution Policy. The Shareholders shall, upon proposal from the Directors and within the limits provided by Luxembourg law, determine how the results of the Company shall be disposed of and other distributions shall be effected and may from time to time declare, or authorise the Directors to declare distributions. Distributions may be made out of investment income, capital gains or capital.

For any Sub-Fund or Class of Shares, the Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law. Distribution Shares confer in principle on their holders the right to receive dividends declared on the portion of the net assets of the Company attributable to the relevant Class of Shares in accordance with the provisions below. Accumulation Shares do not in principle confer on their holders the right to dividends. The portion of the net assets of the Company attributable to accumulation Shares of the relevant Class of Shares in accordance with the provisions below shall automatically increase the Net Asset Value of these Shares.

Dividends may further, in respect of any Class of Shares, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such Class of Shares and which, in such event, will in respect of such Class of Shares, be credited upon issue of Shares and debited upon redemption of Shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such Shares.

Dividends will normally be paid in the currency in which the relevant Class of Shares is expressed or, in exceptional circumstances, in such other currency as selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividends into the currency of their payment.

The Board of Directors may decide that dividends be automatically reinvested for any Sub-Fund or Class of Shares unless a Shareholder entitled to receive cash distribution elects to receive payment of such dividends. However, no dividends will be paid if their amount is below an amount to be decided by the Board of Directors from time to time and published in the sales documents of the Company. Such dividends will automatically be reinvested.

No distribution shall be made if as a result thereof the capital of the Company becomes less than the minimum required by law.

Declared dividends not claimed within five years of the due date will lapse and revert to the relevant Sub-Fund or Class. The Board of Directors has all powers and may take all measures necessary for the implement of this position. No interest shall be paid on a dividend declared and held by the Company at the disposal of its beneficiary.

8. Dissolution and Liquidation

Art. 31. Dissolution of the Company. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Class of Shares shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares of each Class of Shares of each Sub-Fund in proportion of their holding of Shares in such Class of Shares of each Sub-Fund either in cash or, upon the prior consent of the Shareholder, in kind. Any funds to which Shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited for the benefit of the persons entitled thereto to the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with the Law. Amounts so deposited shall be forfeited in accordance with Luxembourg laws.

Art. 32. Termination, Division and Amalgamation of Sub-Funds. The Directors may decide at any moment the termination, division and/or amalgamation of any Sub-Fund. In the case of termination of a Sub-Fund, the Directors may offer to the Shareholders of such Sub-Fund the conversion of their Class of Shares into Classes of Shares of another Sub-Fund, under terms fixed by the Directors.

In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund or of any Class of Shares within a Sub-Fund has decreased to an amount determined by the Directors from time to time to be the minimum level for such Sub-

Fund or such Class of Shares to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund, the Directors may decide to compulsorily redeem all the Shares of the relevant Classes issued in such Sub-Fund at the Net Asset Value per Share, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect.

The Company shall serve a notice to the Shareholders of the relevant Class of Shares prior to the effective date of the redemption, which will indicate the reasons for and the procedure of the redemption operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to maintain equal treatment between the Shareholders, the Shareholders of the Sub-Fund concerned may continue to request redemption or conversion of their Shares free of charge, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and prior to the date effective for the compulsory redemption.

Assets which may not be distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed Shares will be cancelled in the books of the Company.

Under the same circumstances provided for under this Article the Board of Directors may decide to reorganise a Sub-Fund or Class by means of a division into two or more Sub-Funds or Classes.

The Board of Directors may decide to consolidate a Class of any Sub-Fund. The Board of Directors may also submit the question of the consolidation of a Class to a meeting of holders of such Class. Such meeting will resolve on the consolidation with a simple majority of the votes cast.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraphs, a general meeting of Shareholders of any Sub-Fund (or Class as the case may be) may, upon proposal from the Board of Directors, (i) decide that all Shares of such Sub-Fund shall be redeemed and the Net Asset Value of the Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) refunded to Shareholders, such Net Asset Value calculated as of the Valuation Day at which such decision shall take effect, and/or (ii) decide upon the division of a Sub-Fund or the division, consolidation or amalgamation of Classes of Shares in the same Sub-Fund. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of the votes cast if such decision does not result in the liquidation of the Company. Liquidation proceeds not claimed by the Shareholders at the close of the liquidation of a Sub-Fund will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed they shall be forfeited in accordance with Luxembourg Law.

Any merger of a Sub-Fund shall be decided by the Board of Directors unless the Board of Directors decides to submit the decision for a merger to a meeting of Shareholders of the Sub-Fund concerned. No quorum is required for this meeting and decisions are taken by the simple majority of the votes cast. In case of a merger of one or more Sub-Fund (s) where, as a result, the Company ceases to exist, the merger shall be decided by a meeting of Shareholders for which no quorum is required and that may decide with a simple majority of votes cast. In addition, the provisions on mergers of UCITS set forth in the Law and any implementing regulation (relating in particular to the notification to the Shareholders concerned) shall apply.

Art. 33. Amendment of the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the quorum and majority voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 34. General provisions. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law") and the Law.

Art. 35. Transitional provisions.

- 1) The first financial year shall begin on the day of the incorporation and shall end on 31 December 2014.
- 2) The first annual general meeting shall be held in 2015.

Subscription and Payment

These Articles having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following Shares:

Subscriber	Number of Shares	Subscription price per Share
Jean-Evrard Alexandre Dominicié	450	USD 100
Total	450	USD 45,000

All these Shares have been entirely paid up of by payments in cash, so that the sum of fort-five thousand United States Dollars (45,000 USD.-) is forthwith at the free disposal of the corporation, as has been proved to the notary.

116528

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the appearing party as a result of its formation are estimated at approximately three thousand Euros (3,000.- EUR).

Extraordinary general meeting

The single Shareholder, representing the entire subscribed capital, has taken the following resolutions.

First resolution

The following persons are appointed as Directors of the Company for a period ending with the next annual general meeting:

- 1) Mr Lawrence Ward, professionally residing at 4/5 Park Place, London, United Kingdom;
- 2) Mr. Jörg Henzler, professionally residing at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg
- 3) Mr Gregoire Vaucher, professionally residing at 5, rue Pedro Meylan, 1208 Genève, Switzerland.

Second resolution

The registered office of the Company is fixed at Airport Center Luxembourg, 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution

The following is elected as approved statutory auditor for a period ending with the next annual general meeting:
PricewaterhouseCoopers, 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, this deed, including the articles of incorporation, is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by surname, first names, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, this original deed.

Signé: J. SELYANSKAYA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 septembre 2013. Relation: LAC/2013/43014. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 27 septembre 2013.

Référence de publication: 2013135941/750.

(130165856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2013.

Amtrust Re 2007 (Luxembourg), Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 25.267.

AmTrust Re Kappa, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 45.866.

AmTrust Re Zeta, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 26.864.

—
In the year two thousand and thirteen, on the third day of September.

Before Maître Paul DECKER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

- 1) Ms. Virginie PIERRU, Private Employee, with professional address in L-2740 Luxembourg, 3, rue Nicolas Welter, acting as attorney empowered to represent the Board of Directors of AMTRUST RE 2007 (LUXEMBOURG), a public limited company (Société anonyme), with registered office at 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, registered with

the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 25267 (the «Absorbing Company»), incorporated under the denomination COMPAGNIE EUROPEENNE DE REASSURANCES ET DE SERVICES S.A., by deed of Maître Gérard Lecuit, notary then residing in Mersch, on December 10th 1986, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 80 of April 2nd 1987,

by virtue of a power of attorney granted by resolution of the board meeting of the Absorbing Company dated April 9th, 2013.

A copy of the minutes of the board meeting, after having been signed *ne varietur* by the appearing persons representing the Absorbing Company and by the notary, will remain attached to the present deed.

2) Ms. Virginie PIERRU, Private Employee, with professional address in L-2740 Luxembourg, 3, rue Nicolas Welter, acting as attorney empowered to represent the Board of Directors of AmTrust Re Kappa, a public limited company (Société anonyme), with registered office at 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 45866, incorporated by Me Paul FRIEDERS, notary, then residing in Luxembourg, on December 13th, 1993, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 55 on February 9th, 1994,

by virtue of a power of attorney granted by resolution of the board meeting of the Absorbing Company dated April 9th, 2013.

3) Ms. Virginie PIERRU, Private Employee, with professional address in L-2740 Luxembourg, 3, rue Nicolas Welter, acting as attorney empowered to represent the Board of Directors of AmTrust Re Zeta, a public limited company (Société anonyme), with registered office at 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 26864, incorporated by Me Gerard LECUIT, notary, then residing in Luxembourg, on November 3rd, 1987, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 28 on February 1st, 1988,

by virtue of a power of attorney granted by resolution of the board meeting of the Absorbing Company dated April 9th, 2013.

A copy of the minutes of the board meeting, after having been signed *ne varietur* by the appearing persons representing the Absorbing Company and by the notary, will remain attached to the present deed and will be filed together with it with the registration authorities.

The appearing person has requested the undersigned notary to state as follows:

Agenda

1. Acknowledgment that all conditions of the merger of the Company AmTrust Re 2007 (LUXEMBOURG), a public limited company ('société anonyme'), having its registered office at 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register in Luxembourg under section B 25267 (the "Absorbing Company") and the absorbed companies: AmTrust Re Kappa, a public limited company, registered with the Trade and Companies Register in Luxembourg under section B 45866, having its registered office at 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, and AmTrust Re Zeta, a public limited company, registered with the Trade and Companies Register in Luxembourg under section B 26864, having its registered office at 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, as ("the Absorbed Companies") are met.

2. Acknowledgment of the effect of the merger pursuant to which the Absorbed Companies are merged into the Absorbing Company by contribution of all of the assets and liabilities to the Absorbing Companies without any restriction or limitation.

3. Acknowledgement that as a result, the Absorbed Companies shall cease to exist by dissolution without liquidation and the shares are cancelled.

4. Discharge to the members of the board of directors and to the independent auditors of the Absorbed Companies.

5. Determination of the place of safekeeping of the accounting books and documents of the Absorbed Companies.

6. Miscellaneous.

After deliberation, the extraordinary general meeting acknowledges and unanimously adopts the following resolutions:

I. The meeting acknowledges that:

1. The Absorbing Company holds one hundred per cent (100%) of the shares of the Absorbed Companies.

2. The boards of directors of the Absorbed Companies and of the Absorbing Company (together the "Merging Companies") have adopted a merger project on June 27th, 2013, which has been published pursuant to article 262 of the law of August 10th 1915 on commercial companies, as amended (the "Law") in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1687 July 15th, 2013.

3. The documents, provided for by article 267, paragraph 1, a) and b) of the Law (i.e. the merger project, the management report of the board of directors and the annual accounts of the Merging Companies for the last three financial

years), have been at the disposal of the shareholders of the Merging Companies at their registered office one month prior to the date of this meeting.

4. No objections to the merger have been received between the date of publication of the merger project and the date of this meeting.

5. The board of directors of the Absorbing Company has acknowledged the effect of the merger.

6. The merger takes effect from today's date with accounting effect from January 1st 2013.

7. The Absorbed Companies are merged by contribution of all their assets and liabilities into the Absorbing Company without any restriction or limitation.

As a result of the merger, as from the date of the present meeting, the Companies cease to exist by dissolution without liquidation and all their shares are cancelled.

II. The meeting further resolves that:

1 Full and complete discharge is granted to the members of the board of directors and to the independent auditors of the Absorbed Companies for the proper performance of their duties until the date of the present meeting.

2. The accounting books and documents of the Absorbed Companies will be kept during a period of five (5) years at the registered office of the Absorbing Company.

Declaration

The notary hereby certifies, pursuant to Article 271 (2) of the Act, the existence and legality of the acts and formalities for the merger and the Merging Companies. Nothing else being on the agenda, the meeting was thereupon closed.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand six hundred ten euro (EUR 1,610.-).

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le trois septembre.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

1) Mademoiselle Virginie PIERRU, employée privée, avec adresse professionnelle à L-2740 Luxembourg, 3, rue Nicolas Welter,

agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme AMTRUST RE 2007 (LUXEMBOURG), ayant son siège social à L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B numéro 25267, constituée sous la dénomination de COMPAGNIE EUROPEENNE DE REASSURANCES ET DE SERVICES, suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, alors notaire de résidence à Mersch en date du 10 décembre 1986, publié au Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 80 du 2 avril 1987,

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration prise en sa réunion du 9 avril 2013, dont une copie, après avoir été paraphée "ne varietur" par la comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui,

2) Mademoiselle Virginie PIERRU, employée privée, avec adresse professionnelle à L-2740 Luxembourg, 3, rue Nicolas Welter,

agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme AmTrsut Re Kappa, ayant son siège social à L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B numéro 45866, constituée suivant acte reçu par Maître Paul FRIEDERS, alors notaire de résidence à Luxembourg en date du 13 décembre 1993, publié au Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 55 du 9 février 1994,

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration prise en sa réunion du 9 avril 2013, dont une copie, après avoir été paraphée "ne varietur" par la comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

3) Mademoiselle Virginie PIERRU, employée privée, avec adresse professionnelle à L-2740 Luxembourg, 3, rue Nicolas Welter

agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme AmTrust Re Zeta, ayant son siège social à L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B numéro 26864, constituée suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, alors notaire de résidence à Mersch en date du 3 novembre 1987, publié au Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 28 du 1^{er} février 1988,

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration prise en sa réunion du 9 avril 2013, dont une copie, après avoir été paraphée "ne varietur" par la comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lesquelles comparantes, ès-qualités qu'elles agissent, ont requis le notaire instrumentant d'acter:

Ordre du jour

1. Constat que toutes les conditions de la fusion par absorption par la Société AmTrust Re 2007 (LUXEMBOURG), une société anonyme, avec siège social à 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 25267 (la "Société Absorbante") des sociétés: AmTrust Re Kappa, une société anonyme de droit luxembourgeois (immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 45866) ayant son siège social à 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, et AmTrust Re Zeta, une société anonyme de droit luxembourgeois (immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 26864) ayant son siège social à 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, comme sociétés absorbées (les «Sociétés Absorbées») sont réunies.

2. Constat de l'effet de la fusion par laquelle les Sociétés Absorbées sont absorbées par la Société Absorbante moyennant transfert de tous leurs actifs et passifs à la Société Absorbante, sans aucune restriction ni limitation.

3. Constat que le résultat en est que les Sociétés Absorbées cessent d'exister par dissolution sans liquidation et que leurs actions sont annulées.

4. Décharge aux membres du conseil d'administration et au réviseur d'entreprises des Sociétés Absorbées.

5. Détermination de l'endroit de conservation des livres et documents des Sociétés Absorbées.

6. Divers.

Après délibération, l'assemblée générale extraordinaire constate et adopte unanimement les résolutions suivantes:

I. L'assemblée constate que:

1. La Société Absorbante détient cent pour-cent (100%) des actions des Sociétés Absorbées.

2. Les conseils d'administration des Sociétés Absorbées et de la Société Absorbante (ensemble les "Sociétés Fusionnantes") ont adopté un projet de fusion en date du 27 juin 2013, qui a été publié conformément aux dispositions de l'article 262 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi") au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1687 le 15 juillet 2013.

3. Les documents requis par l'article 267, paragraphe 1, a) et b) de la Loi (c.à d. le projet de fusion, les rapports de gestion et les comptes annuels des trois derniers exercices sociaux des Sociétés Fusionnantes), ont été tenus à disposition des actionnaires des Sociétés Fusionnantes à leur siège social durant un mois précédant la date de cette assemblée.

4. Aucune objection à l'encontre de la fusion n'a été communiquée entre la date de publication du projet de fusion et la date de cette assemblée.

5. Le conseil d'administration de la Société Absorbante a constaté l'effet de la fusion.

6. La fusion prend effet à la date d'aujourd'hui avec effet comptable au 1^{er} janvier 2013.

7. Les Sociétés Absorbées sont absorbées avec apport de tous leurs actifs et passifs par la Société Absorbante, sans aucune restriction ni limitation.

8. Comme conséquence à la fusion, les Sociétés Absorbées cessent d'exister par dissolution sans liquidation à partir de la date de la présente assemblée et toutes leurs actions sont annulées.

II. L'assemblée décide encore:

1. D'accorder pleine et entière décharge aux membres du conseil d'administration et aux réviseurs d'entreprises des Sociétés Absorbées pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à la date de la présente assemblée.

2. Que les documents et pièces comptables relatifs aux Sociétés Absorbées resteront conservés pendant une période de cinq (5) ans au siège social de la Société Absorbante.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare attester, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi, de l'existence et de la légalité des actes et des formalités incombant aux Sociétés Fusionnantes et du projet de fusion.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée aussitôt.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de cet acte sont estimés à mille six cent dix euros (1.610,-EUR).

116532

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande de la même comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la mandataire des comparantes, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: V. PIERRU, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 05/09/2013. Relation: LAC/2013/40645. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros)

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg

Luxembourg, le 11/09/2013.

Référence de publication: 2013134603/194.

(130164143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Chemicals Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 814.918,50.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 133.602.

Par le présent avis, la Société informe les tiers du changement suivant concernant son gérant:

- Roger Neil Smith, gérant, a désormais pour adresse professionnelle le 180-186 Brompton Road, 3rd floor, SW3 1HQ Londres, Grande-Bretagne;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Virginie Boussard

Gérant

Référence de publication: 2013115978/15.

(130141354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

ComStage ETF, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 140.772.

Der Verwaltungsrat der ComStage ETF (die „Gesellschaft“) hat beschlossen, sämtliche Teilfonds mit dem von der European Securities and Markets Authority („ESMA“) mittels ihrer „Leitlinien für zuständige Behörden und OGAW-Verwaltungsgesellschaften vom 17. Dezember 2012 ESMA/2012/832“ geforderten Namenszusatz, „UCITS ETF“, zu versehen. Des Weiteren wurde beim Teilfonds ComStage ETF Dow Jones Industrial AverageSM das Servicemark (SM) entfernt. Es handelt sich hierbei um bloße Namensänderungen; die Anlagepolitik sowie -ziele der einzelnen Teilfonds sind hiervon nicht betroffen und bleiben unverändert bestehen. Die Namen der umbenannten Teilfonds lauten wie folgt:

Alter Name	Neuer Name
ComStage ETF DAX® TR	ComStage ETF DAX® TR UCITS ETF
ComStage ETF EURO STOXX 50® NR	ComStage ETF EURO STOXX 50® NR UCITS ETF
ComStage ETF EURO STOXX® Select Dividend 30 NR	ComStage ETF EURO STOXX® Select Dividend 30 NR UCITS ETF
ComStage ETF STOXX® Europe 600 NR	ComStage ETF STOXX® Europe 600 NR UCITS ETF
ComStage ETF STOXX® Europe 600 Automobiles & Parts NR	ComStage ETF STOXX® Europe 600 Automobiles & Parts NR UCITS ETF
ComStage ETF STOXX® Europe 600 Banks NR	ComStage ETF STOXX® Europe 600 Banks NR UCITS ETF
ComStage ETF STOXX® Europe 600 Basic Resources NR	ComStage ETF STOXX® Europe 600 Basic Resources NR UCITS ETF
ComStage ETF STOXX® Europe 600 Chemicals NR	ComStage ETF STOXX® Europe 600 Chemicals NR UCITS ETF
ComStage ETF STOXX® Europe 600 Construction & Materials NR	ComStage ETF STOXX® Europe 600 Construction & Materials NR UCITS ETF

ComStage ETF STOXX® Europe 600 Financial Services NR	ComStage ETF STOXX® Europe 600 Financial Services NR UCITS ETF
ComStage ETF STOXX® Europe 600 Food & Beverage NR	ComStage ETF STOXX® Europe 600 Food & Beverage NR UCITS ETF
ComStage ETF STOXX® Europe 600 Health Care NR	ComStage ETF STOXX® Europe 600 Health Care NR UCITS ETF
ComStage ETF STOXX® Europe 600 Industrial Goods & Services NR	ComStage ETF STOXX® Europe 600 Industrial Goods & Services NR UCITS ETF
ComStage ETF STOXX® Europe 600 Insurance NR	ComStage ETF STOXX® Europe 600 Insurance NR UCITS ETF
ComStage ETF STOXX® Europe 600 Media NR	ComStage ETF STOXX® Europe 600 Media NR UCITS ETF
ComStage ETF STOXX® Europe 600 Oil & Gas NR	ComStage ETF STOXX® Europe 600 Oil & Gas NR UCITS ETF
ComStage ETF STOXX® Europe 600 Personal & Household Goods NR	ComStage ETF STOXX® Europe 600 Personal & Household Goods NR UCITS ETF
ComStage ETF STOXX® Europe 600 Real Estate NR	ComStage ETF STOXX® Europe 600 Real Estate NR UCITS ETF
ComStage ETF STOXX® Europe 600 Retail NR	ComStage ETF STOXX® Europe 600 Retail NR UCITS ETF
ComStage ETF STOXX® Europe 600 Technology NR	ComStage ETF STOXX® Europe 600 Technology NR UCITS ETF
ComStage ETF STOXX® Europe 600 Telecommunications NR	ComStage ETF STOXX® Europe 600 Telecommunications NR UCITS ETF
ComStage ETF STOXX® Europe 600 Travel & Leisure NR	ComStage ETF STOXX® Europe 600 Travel & Leisure NR UCITS ETF
ComStage ETF STOXX® Europe 600 Utilities NR	ComStage ETF STOXX® Europe 600 Utilities NR UCITS ETF
ComStage ETF Dow Jones Industrial Average SM	ComStage ETF Dow Jones Industrial Average UCITS ETF
ComStage ETF Nasdaq-100®	ComStage ETF Nasdaq-100® UCITS ETF
ComStage ETF Nikkei 225®	ComStage ETF Nikkei 225® UCITS ETF
ComStage ETF Commerzbank EONIA Index TR	ComStage ETF Commerzbank EONIA Index TR UCITS ETF
ComStage ETF Commerzbank FED Funds Effective Rate Index TR	ComStage ETF Commerzbank FED Funds Effective Rate Index TR UCITS ETF
ComStage ETF CAC 40®	ComStage ETF CAC 40® UCITS ETF
ComStage ETF CAC 40® Short GR	ComStage ETF CAC 40® Short GR UCITS ETF
ComStage ETF CAC 40® Leverage	ComStage ETF CAC 40® Leverage UCITS ETF
ComStage ETF Commerzbank Commodity ex-Agriculture EW Index TR	ComStage ETF Commerzbank Commodity ex-Agriculture EW Index TR UCITS ETF
ComStage ETF MSCI World TRN	ComStage ETF MSCI World TRN UCITS ETF
ComStage ETF MSCI Europe TRN	ComStage ETF MSCI Europe TRN UCITS ETF
ComStage ETF MSCI EMU TRN	ComStage ETF MSCI EMU TRN UCITS ETF
ComStage ETF MSCI North America TRN	ComStage ETF MSCI North America TRN UCITS ETF
ComStage ETF MSCI Pacific TRN	ComStage ETF MSCI Pacific TRN UCITS ETF
ComStage ETF MSCI Pacific ex Japan TRN	ComStage ETF MSCI Pacific ex Japan TRN UCITS ETF
ComStage ETF MSCI EM Eastern Europe TRN	ComStage ETF MSCI EM Eastern Europe TRN UCITS ETF
ComStage ETF MSCI Japan TRN	ComStage ETF MSCI Japan TRN UCITS ETF
ComStage ETF MSCI Russia 30% Capped TRN	ComStage ETF MSCI Russia 30% Capped TRN UCITS ETF
ComStage ETF MSCI Taiwan TRN	ComStage ETF MSCI Taiwan TRN UCITS ETF
ComStage ETF MSCI USA TRN	ComStage ETF MSCI USA TRN UCITS ETF
ComStage ETF MSCI USA Large Cap TRN	ComStage ETF MSCI USA Large Cap TRN UCITS ETF
ComStage ETF MSCI USA Mid Cap TRN	ComStage ETF MSCI USA Mid Cap TRN UCITS ETF
ComStage ETF MSCI USA Small Cap TRN	ComStage ETF MSCI USA Small Cap TRN UCITS ETF
ComStage ETF MSCI Europe Large Cap TRN	ComStage ETF MSCI Europe Large Cap TRN UCITS ETF
ComStage ETF MSCI Europe Mid Cap TRN	ComStage ETF MSCI Europe Mid Cap TRN UCITS ETF

ComStage ETF MSCI Europe Small Cap TRN	ComStage ETF MSCI Europe Small Cap TRN UCITS ETF
ComStage ETF SMI®	ComStage ETF SMI® UCITS ETF
ComStage ETF TOPIX®	ComStage ETF TOPIX® UCITS ETF
ComStage ETF EURO STOXX 50® Daily Short GR	ComStage ETF EURO STOXX 50® Daily Short GR UCITS ETF
ComStage ETF EURO STOXX 50® Daily Leverage	ComStage ETF EURO STOXX 50® Daily Leverage UCITS ETF
ComStage ETF ATX®	ComStage ETF ATX® UCITS ETF
ComStage ETF PSI 20®	ComStage ETF PSI 20® UCITS ETF
ComStage ETF PSI 20® Leverage	ComStage ETF PSI 20® Leverage UCITS ETF
ComStage ETF iBOXX € Liquid Sovereigns Diversified Overall TR	ComStage ETF iBOXX € Liquid Sovereigns Diversified Overall TR UCITS ETF
ComStage ETF iBOXX € Liquid Sovereigns Diversified 3m-1 TR	ComStage ETF iBOXX € Liquid Sovereigns Diversified 3m-1 TR UCITS ETF
ComStage ETF iBOXX € Liquid Sovereigns Diversified 1-3 TR	ComStage ETF iBOXX € Liquid Sovereigns Diversified 1-3 TR UCITS ETF
ComStage ETF iBOXX € Liquid Sovereigns Diversified 3-5 TR	ComStage ETF iBOXX € Liquid Sovereigns Diversified 3-5 TR UCITS ETF
ComStage ETF iBOXX € Liquid Sovereigns Diversified 5-7 TR	ComStage ETF iBOXX € Liquid Sovereigns Diversified 5-7 TR UCITS ETF
ComStage ETF iBOXX € Liquid Sovereigns Diversified 7-10 TR	ComStage ETF iBOXX € Liquid Sovereigns Diversified 7-10 TR UCITS ETF
ComStage ETF iBOXX € Liquid Sovereigns Diversified 10-15 TR	ComStage ETF iBOXX € Liquid Sovereigns Diversified 10-15 TR UCITS ETF
ComStage ETF iBOXX € Liquid Sovereigns Diversified 15 + TR	ComStage ETF iBOXX € Liquid Sovereigns Diversified 15 + TR UCITS ETF
ComStage ETF iBOXX € Liquid Sovereigns Diversified 25 + TR	ComStage ETF iBOXX € Liquid Sovereigns Diversified 25 + TR UCITS ETF
ComStage ETF iBOXX € Sovereigns Germany Capped 3m-2 TR	ComStage ETF iBOXX € Sovereigns Germany Capped 3m-2 TR UCITS ETF
ComStage ETF iBOXX € Sovereigns Germany Capped 1-5 TR	ComStage ETF iBOXX € Sovereigns Germany Capped 1-5 TR UCITS ETF
ComStage ETF iBOXX € Sovereigns Germany Capped 5-10 TR	ComStage ETF iBOXX € Sovereigns Germany Capped 5-10 TR UCITS ETF
ComStage ETF iBOXX € Sovereigns Germany Capped 10 + TR	ComStage ETF iBOXX € Sovereigns Germany Capped 10 + TR UCITS ETF
ComStage ETF iBOXX € Sovereigns Inflation-Linked Euro-Inflation TR	ComStage ETF iBOXX € Sovereigns Inflation-Linked Euro-Inflation TR UCITS ETF
ComStage ETF iBOXX € Germany Covered Capped Overall TR	ComStage ETF iBOXX € Germany Covered Capped Overall TR UCITS ETF
ComStage ETF iBOXX € Germany Covered Capped 3-5 TR	ComStage ETF iBOXX € Germany Covered Capped 3-5 TR UCITS ETF
ComStage ETF iBOXX € Germany Covered Capped 5-7 TR	ComStage ETF iBOXX € Germany Covered Capped 5-7 TR UCITS ETF
ComStage ETF iBOXX € Germany Covered Capped 7-10 TR	ComStage ETF iBOXX € Germany Covered Capped 7-10 TR UCITS ETF
ComStage ETF FTSE 100 TR	ComStage ETF FTSE 100 TR UCITS ETF
ComStage ETF HSI	ComStage ETF HSI UCITS ETF
ComStage ETF HSCEI	ComStage ETF HSCEI UCITS ETF
ComStage ETF S&P 500	ComStage ETF S&P 500 UCITS ETF
ComStage ETF FR DAX®	ComStage ETF FR DAX® UCITS ETF
ComStage ETF FR EURO STOXX 50®	ComStage ETF FR EURO STOXX 50® UCITS ETF
ComStage ETF NYSE Arca Gold BUGS	ComStage ETF NYSE Arca Gold BUGS UCITS ETF
ComStage ETF Commerzbank Bund-Future TR	ComStage ETF Commerzbank Bund-Future TR UCITS ETF
ComStage ETF Commerzbank Bund-Future Leveraged TR	ComStage ETF Commerzbank Bund-Future Leveraged TR UCITS ETF

ComStage ETF Commerzbank Bund-Future Short TR	ComStage ETF Commerzbank Bund-Future Short TR UCITS ETF
ComStage ETF Commerzbank Bund-Future Double Short TR	ComStage ETF Commerzbank Bund-Future Double Short TR UCITS ETF
ComStage ETF DivDAX® TR	ComStage ETF DivDAX® TR UCITS ETF
ComStage ETF ShortDAX® TR	ComStage ETF ShortDAX® TR UCITS ETF
ComStage ETF SDAX® TR	ComStage ETF SDAX® TR UCITS ETF
ComStage ETF SPI® TR	ComStage ETF SPI® TR UCITS ETF
ComStage ETF MSCI Emerging Markets TRN	ComStage ETF MSCI Emerging Markets TRN UCITS ETF
ComStage ETF F.A.Z. Index	ComStage ETF F.A.Z. Index UCITS ETF
ComStage ETF MSCI Emerging Markets Leveraged 2x Daily TRN	ComStage ETF MSCI Emerging Markets Leveraged 2x Daily TRN UCITS ETF
ComStage ETF S&P SMIT 40 Index TRN	ComStage ETF S&P SMIT 40 Index TRN UCITS ETF

Der Prospekt, die wesentlichen Anlegerinformationen, die Satzung der Gesellschaft sowie die Jahres- und Halbjahresberichte sind in deutscher Sprache bei der Gesellschaft und den nachfolgend genannten Stellen kostenlos in Papierform sowie in elektronischer Form unter www.comstage-etf.com erhältlich.

Informationsstelle in Deutschland: Commerzbank AG, Kaiserplatz, D-60311 Frankfurt am Main

Zahl- und Informationsstelle in Österreich: Erste Bank der oesterreichischen Sparkassen AG, Graben 21, A-1010 Wien

Luxemburg, den 17. September 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013135845/9388/159.

Landessa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 180.402.

STATUTES

In the year two thousand twelve, on the twenty-sixth day of September.

Before us Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg

There appeared the following:

Fenice Investimenti S.A., a company with registered office at Via Nassa 3, CH-6900 Lugano (RC N° CH-514.3.025.846-9),

here represented by Mrs Cristine Astgen, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy dated 24 September 2013, which will remain annexed to the present deed.

Such appearing party, in the capacity in which she acts, has requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a société anonyme which she forms:

Title I. - Denomination, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There is established hereby a société anonyme governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular, the amended law dated 10 August 1915 on commercial companies and notably by the law dated 25 August 2006 and by the present articles.

The Company exists under the name of "Landessa S.A.".

Art. 2. The registered office of the corporation is established in Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place in the municipality by a decision of the board of directors.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the corporation which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 3. The corporation is established for an unlimited period.

Art. 4. The corporation may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the corporation may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to companies in which the corporation has a participating interest, any support, loans, advances or guarantees.

The Company may also perform all services, management consulting and advisory to Luxembourg or foreign companies.

In general, the Company may carry out any operations of a patrimonial nature, any transactions in respect of real estate or moveable property, any commercial, industrial or financial operations, and any transactions and operations to promote and facilitate directly or indirectly the realisation of the object or its extension.

Title II. - Capital, Shares

Art. 5. The corporate capital is set at THIRTY-ONE THOUSAND EURO (31,000.-EUR) represented by THIRTY ONE THOUSAND (31,000) shares with a par value of ONE EURO (1EUR) each.

Shares may be evidenced at the owners option, in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

Shares may be issued in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

Title III. - Management

Art. 6. In case of plurality of shareholders, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of at least three members, who need not be shareholders.

In the case where the Company is incorporated by a sole shareholder or if at the occasion of a general meeting of shareholders, it is established that the Company has only one shareholder left, the composition of the Board of Directors may be limited to one member (the "Sole Director") until the next ordinary general meeting of the shareholders noticing the existence of more than one shareholder. A legal entity may be a member of the Board of Directors or may be the Sole Director of the Company. In such a case, its permanent representative shall be appointed or confirmed in compliance with the Law.

The Directors or the Sole Director are appointed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years and are re-eligible. They may be removed at any time by a resolution of the general meeting of shareholders. They will remain in function until their successors have been appointed. In case a Director is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election.

In the event of vacancy of a member of the Board of Directors because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors thus appointed may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders which will be asked to ratify such election.

Art. 7. The board of directors will elect from among its members a chairman.

The board of directors convenes upon call by the chairman, as often as the interest of the corporation so requires. It must be convened each time two directors so request.

Art. 8. The board of directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors. The board of directors may pay interim dividends, in compliance with the legal requirements.

Any director having an interest in a transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the company, shall advise the board thereof and cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in these deliberations. At the next following general meeting, before any other resolution is put to vote, a special report shall be made on any transactions in which any of the directors may have had an interest conflicting with that of the company.

If there is only one shareholder, the minutes shall only mention the operations intervened between the Company and its Sole Director having an interest conflicting with the one of the Company.

Art. 9. Towards third parties, in all circumstances, the Company shall be, in case of a Sole Director, bound by the sole signature of the Sole Director or, in case of plurality of directors, by the signatures of any two Directors together or by the single signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors or the Sole Director of the Company, but only within the limits of such power.

Towards third parties, in all circumstances, the Company shall also be, in case if a managing director has been appointed in order to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs, bound by the sole signature of the managing director, but only within the limits of such power.

Art. 10. The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management of the corporation to one or more directors, who will be called managing directors.

However, the first managing director may be appointed by the general meeting of shareholders.

It may also commit the management of all the affairs of the corporation or of a special branch to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxyholders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

Art. 11. Any litigations involving the corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the corporation by the board of directors, represented by its chairman or by the director delegated for its purpose.

Art. 12. The company may have a sole shareholder at the time of its incorporation or when all of its shares come to be held by a single person. The death or dissolution of the sole shareholder does not result in the dissolution of the company.

If there is only one shareholder, the sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of Shareholders and takes the decisions in writing.

In case of plurality of shareholders, the general meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Any general meeting shall be convened in compliance with the Law.

The general meeting shall be convened by means of the shareholders representing ten per cent (10 %) of the corporate capital.

In case that all the shareholders are present or represented and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication.

A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not to be a shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

The shareholders are entitled to participate to the meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are transmitted in a continuing way.

Unless otherwise provided by Law or by the Articles, all decisions by the annual or ordinary general meeting of Shareholders shall be taken by simple majority of the votes, regardless of the proportion of the capital represented.

When the company has a sole shareholder, his decisions are written resolutions.

An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles or by the Law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be adopted by a two-third majority of the Shareholders present or represented.

However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Title IV. - Supervision

Art. 13. The corporation is supervised by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

Art. 14. The annual meeting will be held in the commune of the registered office at the place specified in the convening notices on the second Thursday of the month of February at 3 p.m.

If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Title VI. - Accounting year, Allocation of profits

Art. 15. The accounting year of the corporation shall begin on the 1st of January and shall terminate on the 31st of December of each year.

Art. 16. After deduction of any and all of the expenses of the corporation and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the corporation. Of the net profits, five percent (5%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The balance is at the disposal of the general meeting.

Title VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 17. The corporation may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remunerations.

Title VIII. - General provisions

Art. 18. All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10th 1915 on commercial companies and the amendments hereto.

Transitory provisions

1) The first business year shall begin on the date of incorporation of the company and shall end on the 31st of December 2014.

2) The first annual general meeting shall be held on 2015.

Subscription and Payment

The articles of association having thus been established, the appearing party, represented as stated hereabove, declares to subscribe the thirty one thousand (31,000) shares.

And that the subscribed capital has been fully paid up in cash. The result is that as of now the company has at its disposal the sum of THIRTY-ONE THOUSAND EUROS (31,000.- EUR) as was certified to the notary executing this deed.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th 1915 on commercial companies have been observed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately one thousand EUR 1.200.-.

Extraordinary general meeting

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering herself as duly convoked, has passed the following resolutions:

1.- The number of directors is fixed at three and the number of auditors at one.

2.- The following are appointed directors:

- Mr Alberto Morandini, companies' director, born in Petange (L) on 9 February 1968, residing professionally in 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

- Mr Roberto Bossi, consultant, born in Varese (I) on 15 November 1967, residing professionally Via Nassa 3, CH-6900 Lugano, Chairman of the board of Directors.

- Mr Alberto Pozzi, consultant, born in Sondrio (I) on 5 May 1966, residing professionally Via Nassa 3, CH-6900 Lugano.

3.- Has been appointed statutory auditor:

ODD Financial Services S.A., with registered office at 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg (RCS Luxembourg B 41.014).

4.- Their terms of office will expire after the annual meeting of shareholders of the year 2019.

5.- The registered office of the company is established in L-1528 Luxembourg, 1, Boulevard de la Foire.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-six septembre.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert.

A comparu:

Fenice Investimenti S.A., une société ayant son siège à Via Nassa 3, CH-6900 Lugano (RC N° CH-514.3.025.846-9) ici représentée par Madame Cristine ASTGEN, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration datée du 24 septembre 2013 qui restera annexée aux présentes pour être formalisée avec les présentes.

Laquelle comparante, ès-qualités qu'elle agit a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Il est formé une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et par la loi du 25 août 2006 et par les présents statuts.

La Société existe sous la dénomination de «Landessa S.A.».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra aussi accomplir toutes prestations de services, de consultance et de conseils en gestion à des sociétés luxembourgeoises ou étrangères.

En général, la société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Titre II. Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (31.000.- EUR) représenté par TRENTE ET MILLE (31.000) actions d'une valeur nominale de UN EURO (1.- EUR) chacune.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Titre III. Administration

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, le Conseil d'Administration peut être réduit à un Administrateur (L'"Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire. Une personne morale peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, son représentant permanent sera nommé ou confirmé en conformité avec la Loi.

Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Tout Administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société, dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration dans le procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération. Lors de la prochaine assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, il est spécialement rendu compte des opérations dans lesquelles un des Administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la Société.

En cas d'un Actionnaire Unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Art. 9. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux Administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur-délégué nommé pour la gestion et les opérations courantes de la Société et pour la représentation de la Société dans la gestion et les opérations courantes, par la seule signature de l'Administrateur-délégué, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Toutefois, le premier administrateur-délégué peut être nommé par l'assemblée générale.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Art. 12. La Société peut avoir un actionnaire unique lors de sa constitution. Il en est de même lors de la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

Toute assemblée générale sera convoquée conformément aux dispositions légales.

Elles doivent être convoquées sur la demande d'Actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation.

Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

Lorsque la société a un actionnaire unique, ses décisions sont des résolutions écrites.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts ou par la loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des Actionnaires présents ou représentés.

Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Titre IV. Surveillance

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Titre V. Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le deuxième jeudi du mois de février à 15 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 17. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Dispositions Générales

Art. 18. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2014.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2015.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, la comparante, représentée comme mentionnée ci-avant, déclare souscrire les TRENTE ET UNE MILLE (31.000) actions.

Toutes les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de TRENTE ET UN MILLE EUROS (31.000.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ EUR 1.200.-.

Assemblée Générale Extraordinaire

La comparante préqualifiée, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquée, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
2. Sont nommés administrateurs:
 - Monsieur Alberto Morandini, administrateur de sociétés, né à Pétange le 9 février 1968, demeurant professionnellement à 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.
 - Monsieur Roberto Bossi, consultant, né à Varese (I) le 15 novembre 1967, demeurant professionnellement à Via Nassa 3, CH-6900 Lugano, nommé également Président du Conseil d'Administration.

- Monsieur Alberto Pozzi, consultant, né à Sondrio (I) le 5 mai 1966, demeurant professionnellement à Via Nassa 3, CH-6900 Lugano.

3. Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

ODD Financial Services S.A., ayant son siège social au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg (RCS Luxembourg B 41.014).

4. Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de l'année 2019.

5. Le siège social de la société est fixé au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentant par ses noms, prénoms usuels, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. ASTGEN, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 27 septembre 2013. Relation: RED/2013/1561. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 27 septembre 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013136199/373.

(130166012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2013.

Consulting & Co. S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 32.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 139.664.

—
Extrait des résolutions du Conseil d'Administration du 22 avril 2013:-

Résolution 1.

Nationwide Management S.A. ayant son siège social 12D, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, n° RCS Luxembourg B99746, a été confirmé avec effet immédiat comme Administrateur-Délégué jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

Luxembourg, le 22 avril 2013.

Pour CONSULTING & CO. S.A.

Référence de publication: 2013115989/15.

(130141009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

Anoi Estates S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 31, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 85.296.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires pour l'exercice 2012 tenue à 11.00 heures le 1^{er} avril 2013

Extrait des résolutions

4- L'assemblée générale a pris connaissance du changement d'adresse des administrateurs et de l'administrateur-délégué, à savoir:

Administrateurs:

- M. Michel Bourkel, nouvelle adresse professionnelle: 31, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg
- M. Nicolas Hoffeld, nouvelle adresse professionnelle: 31, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg
- M. Alexandre Vancheri, nouvelle adresse professionnelle: 31, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg

Administrateur-délégué:

- M. Bourkel Michel, nouvelle adresse professionnelle: 31, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg.

5- L'assemblée générale a pris connaissance de la nouvelle adresse du commissaire aux comptes, Fiduciaire Centra Fides S.A., 33, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg;

6- L'assemblée générale renouvelle les mandats des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes, à savoir

Administrateurs:

- M. Michel Bourkel, 31, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg;
- M. Nicolas Hoffeld, 31, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg;
- M. Alexandre Vancheri, 31, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg;

Administrateur - délégué:

- M. Michel Bourkel, 31, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg;

Commissaire aux comptes:

- Fiduciaire Centra Fides S.A., 33, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, RCS B39.844.

qui tous acceptent, pour l'exercice 2013 et jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2014.

Référence de publication: 2013115875/31.

(130141461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

ESCF Soparfi B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 22.600.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 155.659.

Il est porté à la connaissance de tiers que le siège social de la société ESCF Soparfi C S.à r.l., associé unique de la société émarginée, a été transféré du 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg au 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, avec effet au 1^{er} juillet 2013.

Luxembourg, le 31 juillet 2013.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013116051/14.

(130140715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

Fast Rubber Technology S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 77.030.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013116062/10.

(130140749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

INVESCO Paris CDG Airport Hotel Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 104.193.

Extrait du procès-verbal des résolutions de l'associé unique prises en date du 2 août 2013

L'actionnaire unique de la Société a décidé comme suit:

- De révoquer:

* Maitland Luxembourg S.A. en tant que commissaire aux comptes;

- De nommer:

* ECOVIS Luxembourg S.à r.l., résidant 56 rue Charles Martel, L 2134 Luxembourg, immatriculé aux Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourgeois sous le numéro B77027, en tant que commissaire aux comptes avec effet au 2 août 2013 pour une durée déterminée de six ans;

Référence de publication: 2013116133/15.

(130140761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

Airmon Lux 2, Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 121.664.

Par résolutions signées en date du 5 août 2013, l'actionnaire unique a pris les décisions suivantes:

1. Renouvellement du mandat des administrateurs suivants:

- Anyta Lyse, administrateur A, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- Noëlla Antoine, administrateur A, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- Isabelle Arker, administrateur A, avec adresse professionnelle au 1B, Rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg
- Clarence Terry, administrateur B, avec adresse professionnelle au 5200, Town Center Circle, Suite 600, FL 33486 Boca Raton, Etats-Unis
- Lynn Skillen, administrateur B-président, avec adresse professionnelle au 5200, Town Center Circle, Suite 600, FL 33486 Boca Raton, Etats-Unis

pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013, et qui se tiendra en 2014.

2. De renouveler le mandat de réviseur d'entreprises agréée de PricewaterhouseCoopers, avec siège social au 400, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013 et qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 août 2013.

Référence de publication: 2013115839/23.

(130140770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

GASFRAC Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 26.530.846,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 160.331.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 9 juillet 2013 que:

Monsieur John Mikulcik, né le 18 septembre 1973 à Calgary, Alberta, Canada, résidant professionnellement à Suite 1900, 801 - 6th Ave, S.W. Calgary, AB T2P 3W2, a été nommé en tant que gérant de catégorie A, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Dès lors, le conseil de gérance se présente comme suit:

- Monsieur James HILL, Gérant de catégorie A;
- Monsieur John MIKULCIK, Gérant de catégorie A;
- Madame Agnes CSORGO, Gérant de catégorie B;
- Monsieur Marc CHONG KAN, Gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 13 août 2013.

Référence de publication: 2013116088/21.

(130141390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

Opava Development Hollerich S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1112 Luxembourg, 18, rue de l'Aciérie.

R.C.S. Luxembourg B 128.669.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013116255/9.

(130140884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.